

Ministère de la Défense et des Anciens Combattants

DELEGATION AUX AFFAIRES STRATEGIQUES

RAPPORT FINAL DE CONSULTANCE

**LA DIASPORA SOMALIENNE
ELEMENTS SUR UN ACTEUR CLE DU CONFLIT**

Géraldine PINAULDT

MARS-AVRIL 2011

Cette étude a été réalisée par Géraldine Pinault. Terminant actuellement une thèse dont le sujet porte sur les enjeux géopolitiques du commerce de bétail en Somalie, Éthiopie et Djibouti, elle a travaillé entre 2001 et 2003 sur la diaspora somalienne au Yémen et aux Pays-Bas.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
LES SOMALI DU XXème SIECLE/ NOMADES EN DIASPORA.....	6
1 - Rappel historique. Les grands épisodes migratoires	6
2 – Compter la diaspora somalienne.....	7
3 – Le monde des Somali	10
4 – Migrations secondaires, tertiaires... l'herbe est plus verte ailleurs.....	15
LA DIASPORA OU LES DIASPORAS?	16
1 – Caractéristiques sociologiques: les couches sociales, le rapport au clan, les clivages générationnels	16
2 – Des diasporas; des visions; des divisions: la diaspora sur internet, les représentations communes, et les grandes idéologies concernant le conflit et la réconciliation en Somalie.....	23
LES OUTILS DE LA DIASPORA (les pays d'adoption comme outil).....	30
1 – Hawaalad et transferts d'argent	30
2 – Les modes d'engagement de la diaspora: ONG, Lobbying, Participation politique.....	35
3 – Les projets internationaux: collaborations	47
CONCLUSION	51
BIBLIOGRAPHIE	53

INTRODUCTION

Vingt ans d'exil, trente pour certains pendant que la Somalie s'autodétruisait et que l'idée de la Somalie se déconstruisait. Les guerres somaliennes auront jeté dans l'exil plus d'un million de Somaliens, devenus, de Kuala-Lumpur à Minneapolis en passant par Dubaï, Londres ou le Caire, une « nation globalisée ».

Avant d'être un élément clé du conflit, avant d'être une « diaspora », les Somaliens ont été des réfugiés, passant par les épreuves d'identification en tant que victimes qui abîment un peu plus l'identité. Depuis 2000 avec la conférence d'Arta, et plus particulièrement depuis 2006 avec un conflit qui a changé d'habits, la diaspora somalienne s'est peu à peu réinvestie. Mieux installée après dix ou quinze ans de vie dans des pays d'adoption, elle a découvert les plus-values de l'exil et le potentiel dormant qu'elle représentait pour la Somalie. La paix retrouvée dans certaines régions a permis des retours temporaires et l'installation de projets financés par la diaspora. Munie des outils dont l'ont dotée ses pays d'adoption, outils intellectuels, économiques et culturels, la diaspora s'engage, s'impose parfois et est convoitée, aussi, par une communauté internationale dépassée par le conflit, cherchant des interprètes culturels parmi ces exilés aux identités trait-d'union. La mauvaise presse faite à la diaspora avec les accusations qu'elle a subies de financer le terrorisme via les agences somali de transfert d'argent puis avec l'engagement au côté d'Al-Shabaab de jeunes issus de la diaspora l'a finalement forcée à sortir de l'ombre, accélérant les entreprises de lobbying et encourageant les collaborations entre « la diaspora » et ses pays d'adoption.

Pourtant, la diaspora n'est pas une. Elle est un peu la Somalie mais pas tout à fait la Somalie. Cependant, la diaspora reste tout à fait la Somalie lorsque l'on y retrouve les mêmes lignes de fracture. La diaspora peut-elle être « un » acteur, un groupe d'intérêt, conformément à la place qui lui est faite dans les processus de paix de ces dix dernières années?

On tentera de répondre à ces questions en donnant une photographie de la diaspora, des courants qui la traversent, de ses outils pour agir et des collaborations existant entre la diaspora et la communauté internationale. Ce voyage dans la diaspora somalienne permettra d'entamer une réflexion sur les formes les plus pertinentes et les plus réussies de l'engagement de la diaspora en Somalie, mais également des effets pervers possibles de ces engagements.

I LES SOMALI DU XXIÈME SIÈCLE: DES NOMADES EN DIASPORA

1 - Rappel historique: les grands épisodes migratoires

Dès 1870 et jusqu'à l'indépendance du Somaliland, des marins, dockers et charbonniers somali travaillant avec les britanniques se sont établis en Grande Bretagne (Cardiff, Liverpool, Est End à Londres ; Kleist 2004) et restaient liées à leurs familles en Somalie par des envois d'argent transitant par le Yémen. Parallèlement, une large communauté somalienne s'est établie à Aden depuis 1839 (arrivée des britanniques à Aden) qui jouait un rôle pivot entre les petites communautés d'Angleterre et la Somalie. Enfin, à partir des années 50, les pays du golfe ont reçu une large main d'œuvre en provenance du Somaliland (jusqu'à 200 000 migrants) pendant que l'Italie accueillait principalement des travailleuses (Farah 2001). S'y rajoutent les étudiants en Italie, en Égypte, au Soudan et dans les pays soviétiques, occidentaux, en Inde et au Pakistan.

Ces premiers pôles, restreints, ont joué un rôle structurant pour les réfugiés qui sont arrivés ensuite. La guerre de 1977 et ses conséquences politiques, jusqu'à la chute de la dictature de Syad Barré, ont été l'avènement de ce que l'on peut plus sérieusement nommer diaspora somalienne.

- A l'issue de la guerre de l'Ogaden, un coup d'État manqué contre Syad Barré en avril 1978 incombant à un groupe de militaires majoritairement issu du clan Majertein et la purge consécutive provoqua le départ d'une partie de l'élite Majertein, suivie de près par leurs familles, harcelées par le pouvoir. L'Éthiopie, le Yémen (où fut créé le Somali Salvation Democratic Front en 1981) et les anciens colonisateurs accueillirent cette première et limitée vague de réfugiés somaliens.

- La contestation/répression gagna rapidement le nord-ouest, et tout au long des années 80, des familles Issaq quittent la Somalie. 1988 marque l'apogée de la répression, et des milliers d'Issaq quittent le pays dans la précipitation vers les camps éthiopiens, vers Djibouti (en attente d'un transit pour le Canada ou l'Angleterre) et vers la péninsule arabe. De ces premières destinations, ils gagnent rapidement d'autres pays européens où se greffe un premier noyau Somali - Issaq.

- Enfin, la guerre civile qui sévit depuis la chute du régime de Syad Barré continue à mettre sur les routes du monde des Somali de tous clans et de tous âges. Cette migration a dépassé numériquement les précédentes et s'est dispersée à travers le monde. On peut toutefois scinder cette période en deux grandes phases :
 - De 1991 à 1995, les réfugiés en occident sont principalement citoyens (de Mogadiscio). On y trouve tous les clans et plus particulièrement les réfugiés Darods (incluant les Marehan, clan de Syad Barré mais aussi les Majertein, qui s'étaient pourtant opposés au régime) contre lesquels se concentrent des mouvements de vengeance. S'y ajoutent les « victimes collatérales », issues de petites communautés n'appartenant pas aux grands clans, perdants dans le rapport de force, telles les communautés de somalo-arabes Benadiri, Barawani, les communautés « Bantou » (en 1999, les États-Unis dans une opération conjointe avec l'Office des Migrations Internationales (OMI), décident d'accueillir 12 000 réfugiés somali-bantou, soit la totalité des somali-bantou réfugiés au Kenya) et les clans considérés comme « parias », Madhibaan.
 - La seconde phase débute vers 2000 et concerne principalement des jeunes fuyant les combats et le désespoir qu'ont suscité 10 ans de guerre civile. Il s'agit d'individus moins éduqués, plus souvent d'origine rurale et qui recherchent à la fois un asile et une condition économique meilleure.

Comme toute tentative de catégorisation, elle ne vise pas à l'exhaustivité mais à présenter une grille de lecture. En effet, en raison des liens familiaux qui unissent les migrants, ces catégories restent floues. De même, compter les réfugiés/migrants somali n'est pas une entreprise aisée et les chiffres ne représentent que des ordres de grandeur.

2 - Compter la diaspora somalienne:

Pour la seule année 1991, plus de 100 000 Somaliens ont demandé l'asile en Europe, à peu près autant se sont dispersés dans la péninsule arabe, environ 50 000 en Amérique du nord et pas loin d'un demi million en Afrique de l'Est (dont 80% dans au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti). Au total, c'est près d'un million de Somaliens qui ont quitté le pays pour des destinations parfois étonnantes dès la première année de ce que l'on peut qualifier de vague de migration principale. La base de données du HCR donne une illustration intéressante de la couverture géographique

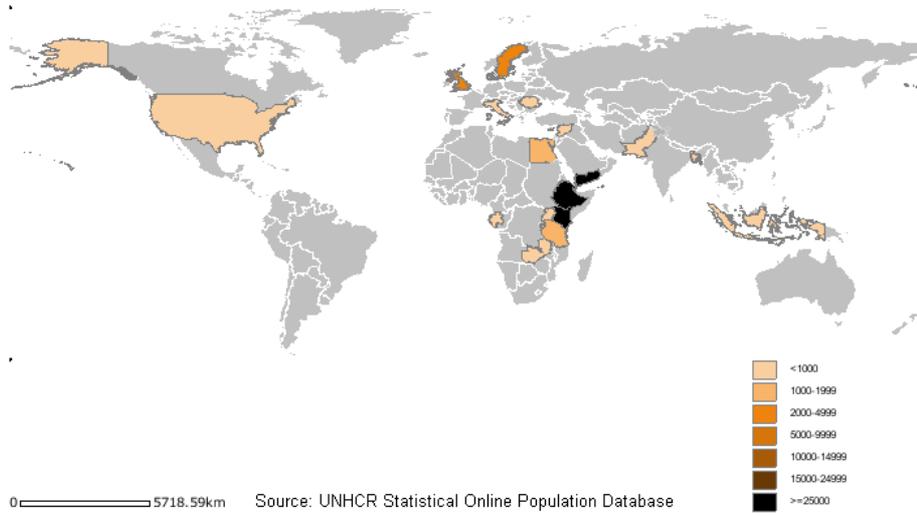
mondiale des Somaliens en exil : il y est plus rapide de rechercher quel pays n'accueille aucun réfugié somalien!

Les cartes produites (voir page suivante) représentent uniquement les réfugiés, ignorant ainsi les demandeurs d'asile, clandestins et résidents comme les personnes ayant obtenu la nationalité du pays d'accueil. En gardant à l'esprit ces remarques, ces cartes permettent néanmoins une visualisation de la dispersion et de la multiplication des destinations entre 1991 et 2000 ; la diminution du nombre de réfugiés aux États-Unis, en Australie et en Scandinavie entre 2000 et 2009 donne des indications sur les obtentions de nationalité de ces pays.

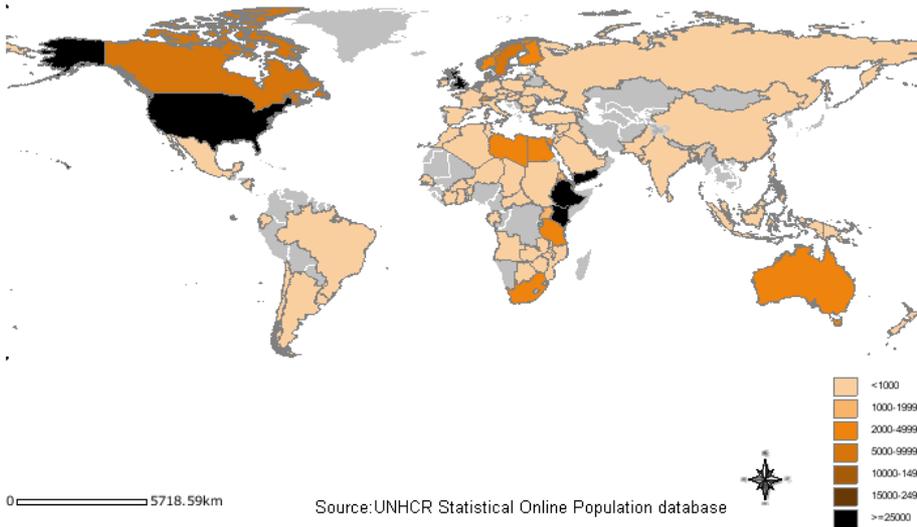
La population de la Somalie est estimée à une petite dizaine de millions d'habitants¹. Les données disponibles pour la diaspora, aussi variables et imprécises qu'elles soient, ont peu évolué depuis les premières estimations : Les travaux les plus souvent cités sont ceux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui évoquent encore aujourd'hui 1 million de Somaliens vivant en diaspora. Ces données le montrent, le dénombrement précis de la diaspora somalienne relève d'un exercice complexe. Aux difficultés classiques que posent tant le recensement des réfugiés présents dans les camps des pays voisins de la Somalie que celui des étrangers en situation irrégulière partout dans le monde, on peut ajouter l'une des spécificités de la diaspora somalienne: la ré-émigration (migrations secondaires, tertiaires..). De plus, la multiplicité des statuts des Somaliens de la diaspora (demandeurs d'asile, clandestins, réfugiés, « *somali-born* »-nationals, seconde génération) et le manque d'harmonisation des recensements nationaux rajoutent à la complexité première.

¹ Selon les estimations, de 7,4 millions (UNDP, 2009) à 10 112 453 (CIA, the World Factbook 2010 basée sur le dernier recensement officiel en Somalie en 1975)

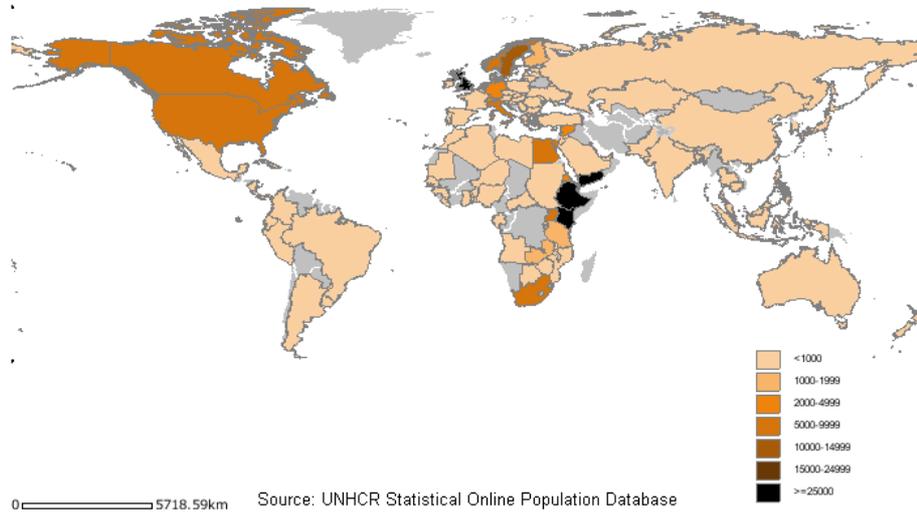
Réfugiés Somaliens dans le monde, 1991



Réfugiés Somaliens dans le monde en 2000



Réfugiés Somaliens dans le monde en 2009



3 - Le monde des Somali

Les communautés somali sont éparpillées dans des régions du monde très différentes. On peut proposer une typologie rapide des principales zones d'accueil qui forment un système mondial d'interactions, d'échanges de personnes, d'argent et d'idées dont le centre reste la Somalie (et plus finement, les Somalies) et qui peut définir la diaspora:

- **Première couronne² : Éthiopie, Kenya, Djibouti et Yémen : Un demi-million de réfugiés.**

Les proches voisins, Éthiopie, Kenya et Djibouti outre leur population nationale somali, accueillent les réfugiés somaliens dans de vastes camps (dont les plus connus, Hartisheikh en Éthiopie -aujourd'hui fermé- a été le pivot d'un important commerce transfrontalier, et Dabaab, au Kenya). Ils accueillent également une importante population de réfugiés urbains et une « diaspora » commerçante régionale somali, tout comme Djibouti, où l'agence de transfert d'argent Dahabshiil a obtenu en 2009 l'autorisation d'établir de véritables services bancaires, et le Yémen. Si ces pays sont pour beaucoup des « culs de sac », le Kenya - et dans une moindre mesure l'Éthiopie - constituent des passerelles vers les pays occidentaux, le Yémen étant une plateforme de transit vers les pays du Golfe. Par ailleurs, Djibouti et le Kenya constituent d'excellentes bases arrières dans lesquelles investissent les commerçants somalis. Ces derniers constituent d'ailleurs des maillons essentiels d'un système commercial régional. Dans ces pays, les réfugiés, au même titre que les Somaliens restés au pays, reçoivent des aides financières de membres de leur famille implantée à l'étranger.

Les chiffres indiqués ci-dessous ne tiennent compte que des réfugiés enregistrés par le HCR et sont soumis à des variations constantes liées aux événements en Somalie et aux programmes de rapatriement du HCR. De nombreux Somaliens vivent sans document dans les villes de ces pays.

Kenya	310 280 réfugiés + 25 000 à Nairobi
Éthiopie	58 980 réfugiés (HCR 2009)
Djibouti	11 000 réfugiés (HCR 2009)
Yémen	161 468 réfugiés (HCR 2009)

- **Péninsule arabe : une grosse centaine de milliers de Somali**

Pôle attractif du monde par les richesses qui s'y créent et qui y transitent, la péninsule a une longue histoire d'échanges avec la Somalie. C'est un foyer ancien d'une diaspora où se mêlent

² Voir aussi Pérouse de Montclos 2003, qui établit une distinction entre trois grandes zones par l'étude des réseaux des hawaalad.

commerçants, étudiants et réfugiés. Les banques de Dubaï ou de Djeddah constituent encore des centres importants où transitent l'argent de l'import-export somalien et l'argent de la diaspora. Les premières hawaalad se sont créées dans la péninsule.

Émirats Arabes unis	100 000 (Menkhaus 2009)
Arabie Saoudite	20 000 (Pérouse de Montclos, 2003)

- Pays occidentaux : des données fluctuant entre 280 000 et 920 000 Somalis

Les Somaliens d'Occident ont longtemps eu un rôle de bailleurs. C'est l'origine principale de l'argent transféré par la diaspora. Il s'y développe parallèlement une élite intellectuelle et maintenant économique. Numériquement, l'Amérique du Nord et le Royaume Uni concentrent la majeure partie des Somaliens d'Occident. L'Australie et la Nouvelle Zélande ont été intégrées plus récemment. Aux États-Unis, les plus grandes concentrations sont observées à Minneapolis, Minnesota, dans l'Ohio et dans la région de San Diego. Au Canada, Toronto et Ottawa accueillent les plus importantes communautés. Aux Pays Bas, comme dans les pays scandinaves, la politique d'asile étant de répartir les poids des réfugiés entre toutes les communes, une grande dispersion est observée ; celle-ci tend à s'estomper avec le temps au profit des capitales grâce aux acquisitions de nationalité et l'apprentissage des règles nationales et de leur contournement.

	Recensements nationaux estimations basses	Selon les responsables communautaires: estimations hautes
Royaume-Unis	82 300 (Annual Population Survey, 2006, Somali born)	400 000
États Unis	50 000	200 000
Canada	37 785	200 000
Pays Bas	15 000	25 000
Finlande	8 096 (2008)	
Norvège	20 000 (horst 2008)	
Italie	>10 000	
Suède	20 000	
Allemagne	7 000	
Danemark	16 550	
Suisse	76 89 (2008)	
Australie	6 403 (2006)	

- Zones secondaires :

- **Seconde couronne africaine : au moins 18 000 Somalis**

Il s'agit de pays africains « tiers » dans lequel, de petites communautés de Somaliens se sont installées principalement en zone urbaine. En Afrique du Sud, les Somaliens excellent dans le commerce de détail et ont été une cible importante des émeutes racistes de ces dernières années³.

Afrique du Sud	>7000
Tanzanie	>3000 ⁴
Ouganda	>8172*

*données UNHCR 2009, ne concerne que les réfugiés

- **Des pays de transit : une vingtaine de millier de Somaliens)**

L'Europe de l'Est (Roumanie et Ukraine essentiellement) et l'Afrique du Nord (Libye et Égypte), ainsi que la Turquie. Ces pays sont les lieux du transit humain. D'autres structures transnationales et réticulaires y sont présentes : les Somaliens se mêlent à des réseaux de passeurs internationaux, de trafics variés, parfois à des organisations extrémistes.

Égypte	8 000 à 15 000
Libye	5 000
Turquie	5 000

- **Des pays tiers, accueil des étudiants: Inde, Pakistan et Malaisie :**

Ce sont des destinations d'études attractives. L'Inde et le Pakistan avaient maintenu les programmes de bourses d'études mis en place avant la guerre et accueillait dans les années 90 un petit millier d'étudiants chacun. En Inde, Bangalore et Hyderabad sont populaires en raison de la spécialisation de ces pôles dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, secteur le plus porteur en Somalie.

Plus récemment, la Malaisie est devenue un pays attractif pour les étudiants qui bénéficient d'un soutien financier familial.⁵

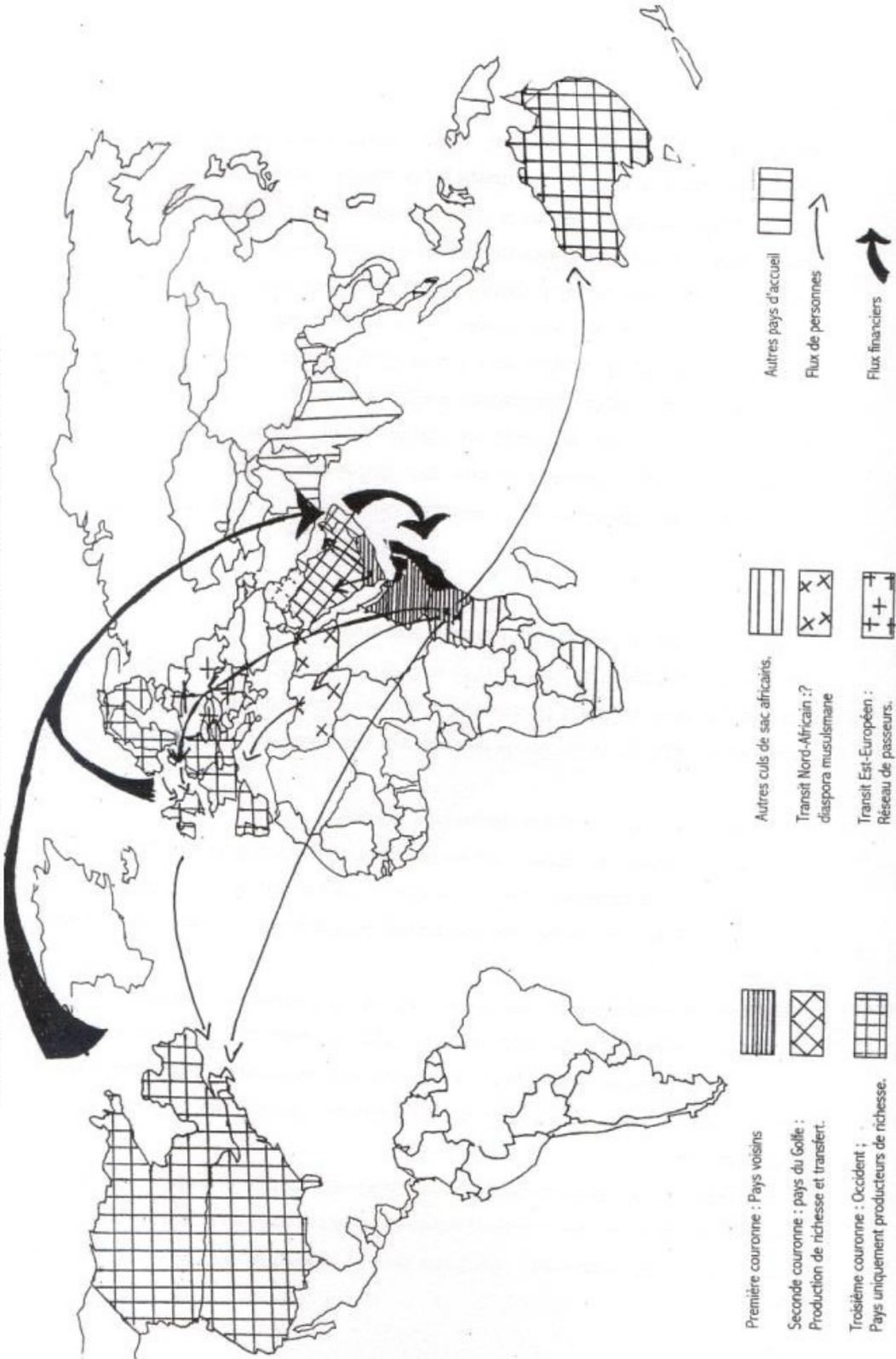
³ Site internet bar-kulan.com somali businessmen killed in South Africa, oct 2010, septembre 2009, juillet 2010... ..

⁴ Somalidiasporanews.com dec 2010

⁵ http://www.hiiraan.com/news2_rss/2011/Feb/malaysia_most_somali_students_are_driven_to_get_an_education.aspx

Interconnectés par des échanges d'information, d'argent et de personnes, ces pôles sont tous des îlots de Somalie hors-territoire, qui accueillent, pour ce qu'on en connaît, plus d'un million et demi de personnes.

LA DIASPORA SOMALIENNE, UN SYSTEME GEOGRAPHIQUE MONDIAL



Source: Pinault, 2003 modifiée

3 - Migrations secondaires, tertiaires, quaternaires... l'herbe est plus verte ailleurs.

« si vous souhaitez voir les Somaliens quitter le pays, la meilleure chose à faire est de leur fournir un passeport le plus rapidement possible !. »⁶

La mobilité « post-migratoire »⁷ est une caractéristique essentielle de la diaspora somali. Société en majorité pastorale nomade à l'origine, la mobilité et la réticularité - c'est à dire la recherche d'information et la recherche d'un ailleurs plus attractif - guident les choix des migrants/réfugiés somaliens, bien qu'il s'agisse dans une grande majorité de familles sédentarisées et urbanisées depuis plusieurs générations.

80% des Somali vivant à Leicester et Birmingham seraient Néerlandais, Suédois, Danois, Allemands ou Norvégiens. (rapport OMI). En Hollande, on a constaté la « disparition » d'environ 3.000 somali entre deux recensements, seule « ethnie » recensée pour laquelle le solde migratoire est négatif. Des enquêtes réalisées par l'auteur en Hollande et en Grande Bretagne révèlent qu'entre 3 et 5 pays ont été habités (plus de six mois) avant l'arrivée dans ces pays, qui sont souvent à nouveau quittés (Pinauld, 2003). Comme le note un rapport de l'Office Fédéral des Migrations Suisse sur la diaspora somalienne: *« L'année 1993 constitue une date doublement marquante, comme en témoigne les statistiques de l'Office fédéral des migrations. Alors que 2.396 Somaliens déposaient une demande d'asile en Suisse 1.036 de leurs compatriotes quittaient le pays »*

Les migrations secondaires, tertiaires, etc. sont la singularité de la diaspora somalienne. Ceci permet d'expliquer à la fois la difficulté de maintenir des comptes exacts sur les migrants somaliens (une fois une nationalité obtenue, ils se déplacent en tant qu'europeens ou américains), comme d'expliquer les relations fortes existant entre les différents pôles de la diaspora, la construction des organisations somaliennes transnationales et les différences d'intégrations. Jusqu'à aujourd'hui, la diaspora somalienne est dans un mouvement perpétuel et opportuniste qui la rend difficile à saisir par des observateurs extérieurs et qui permet aux liens de ne jamais se défaire tout à fait.

⁶ Entretien de l'auteur avec un employé des services sociaux pour les étrangers, Pays-Bas, 2003

⁷ La mobilité post-migratoire, également qualifiée de migrations secondaires ou tertiaires, se définit comme le fait de ré-émigrer après s'être installé dans un premier pays d'accueil.

II LA DIASPORA OU LES DIASPORA: qui sont les Somali de la diaspora?

1 – Caractéristiques sociologiques

Si elle est issue d'un même pays, d'une même société, la diaspora établit des compromis et des restructurations différents selon sa société d'accueil. Dès lors, la diaspora somalienne peut être décrite de deux manières qui, sans s'exclure l'une l'autre, présentent chacune des avantages différents:

- la première, telle qu'elle est le plus souvent perçue et étudiée par les Somaliens eux mêmes étudie de manière transversale les « couches » sociales et générationnelles liées à la chronologie et à la sociologie des vagues migratoires, sans établir de distinction entre les pays d'adoption. Cette approche permet de ne pas considérer chaque pôle comme une entité fermée, mais de saisir une dynamique entre les différents pôles de la diaspora, ainsi qu'entre ceux-ci et la Somalie.
- La seconde, la plus couramment réalisée par des chercheurs non-somali, dans le cadre des « migrations studies », étudie les somali dans chaque pays d'adoption séparément. L'intérêt de cette méthode est qu'elle met en avant les particularités locales et les différences d'engagement dans le pays d'origine que génèrent les profils sociaux différents des Somaliens selon leur pays d'adoption (politiques d'accueil et d'intégration, fixation dans la durée ou pas). L'addition de ces études met en lumière la création d'une couche additionnelle dans les identités des somali: les identités traits d'unions, ou les nouveaux « reer »⁸.

- **Approches transversales:**

Un député somalien interrogé à Londres, ancien ministre ayant lui même passé plusieurs années en diaspora établit la classification suivante:

- *les élites éduquées, politiques et scientifiques d'avant-1991. Il les décrit comme des personnes qui jusqu'à aujourd'hui sont prostrées dans la consternation et qui n'ont réussi ni à s'adapter à leur pays d'accueil, ni à se relever de la perte de l'État Somali et de l'idéal*

⁸ Reer se traduit par famille, groupe ou hameau. On peut l'utiliser pour désigner un clan ou une famille (ex: reer Mohamed, la famille de Mohamed), une groupe social ou géographique (ex: reer miyi, les gens de la campagne, reer Yurub, les européens) et on l'utilise dans le même sens pour nommer les communautés en diaspora dans un pays (reer Holland)

pansomali qui l'accompagnait. Certains ont trouvé refuge dans les mosquées des pays d'accueil, pas toujours très adaptées à l'Islam somali, d'autres regardent passer la vie en passant leur temps dans les cafés communautaires et dans des majlis où l'on khat en parlant de politique. Ils survivent des aides de l'État.

- *Les jeunes, de 15 à 30 ans environ, d'origine sociale plus modeste, très souvent venant des zones rurales, sans éducation. Ce sont eux qui viennent grossir les rangs des jeunes délinquants des zones péri-urbaines du monde occidental, avec leur lot de criminalité, d'addictions, de petite et grande délinquance.*
- *Les enfants: à l'arrivée, les parents ont comme première préoccupation de trouver des repères simples dans leur quartier d'accueil: l'école, le marché, l'accès aux soins, la mosquée. C'est sur ce dernier point qu'insiste mon interlocuteur: les mosquées en grande Bretagne représentent des écoles de pensées musulmanes différentes du shaffisme somali. Les enfants grandissent dans une culture religieuse différente de celle de leurs parents et de celle plus couramment pratiquée en Somalie. Ces enfants grandissent et ce sont eux qui sont, via ces mosquées selon lui, les cibles principales des recrutements « Al Shabaab ». D'autres poursuivent des études et deviennent un réservoir d'élite à venir.*

Si ce discours reflète une partie de la réalité, il met volontairement l'accent sur les pratiques religieuses, et ne mentionne pas, ou très peu, par exemple, la catégorie à laquelle il appartient qui s'est, on le verra, largement réinvestie en Somalie. Il soulève en revanche un élément important: la fracture générationnelle existant dans la diaspora.

Plusieurs autres thèmes transversaux sont communs à « la diaspora » et contribuent à générer « des diasporas » pas nécessairement fragmentées sur des lignes claniques: la pratique religieuse et la génération en font partie (une génération étant généralement associée à un type de pratique religieuse). Le genre est dans une certaine mesure devenu une ligne de clivage pertinente dans la diaspora.

- **« Invisible communities »⁹ Éléments pour une sociologie de la diaspora.**

Dans les années 90, et jusqu'au début des années 2000 les communautés somali installées dans les grandes métropoles restaient relativement invisibles (en comparaison à des chinatowns ou autres quartiers ethniques). Cette invisibilité s'estompe peu à peu, mais les Somali restent une diaspora discrète, et ne créent pas un exotisme particulier dans les quartiers où ils s'installent.

En se promenant dans les rues de certains quartiers d'Amsterdam ou de Londres, on reconnaît une densité plus importante de Somaliens. Pourtant, à la différence d'autres communautés, en dehors de cette présence humaine dans les rues, on n'a pas la sensation de pénétrer dans « le

⁹ Griffith 2002

quartier somali », comme dans les quartiers indiens, turcs ou africains. Les Somaliens ont pourtant développé des commerces, cafés, boutiques de télécommunication et des majliss afin de se réunir en khatant. Mais ceux-ci n'ont pas réellement pignon sur rue et n'invitent pas le badaud en quête d'exotisme à pénétrer ces lieux communautaires: à Londres, par exemple, de petits « centres commerciaux » se sont développés dans les « arrières boutiques » des agences de transfert d'argent, taxiphones et autres cybercafés. Ainsi, le premier magasin sert d'entrée à d'autres dont on ne soupçonne pas l'existence depuis l'extérieur. A Amsterdam, les majliss où l'on peut acheter du khat et rester khaté sur place sont pour la plupart « semi-publics » et se trouvent dans des appartements privés. Cette invisibilité est en revanche compensée par un surdynamisme associatif. Une rapide comparaison sur un site recensant les commerces, associations, groupes africains aux Pays Bas est concluante: les Somaliens aux Pays Bas ont près de 70 organisations nommées dont 95% sont des associations. En comparaison, les organisations des communautés ghanéenne et congolaise sont nombreuses, mais il s'agit pour la plupart de groupes de musique, d'églises ou encore de commerce ethnique.

Dans chaque pays d'accueil, on trouve une élite somalienne qui va mettre en place les associations et les ONG et prendre des responsabilités à la fois au sein de la communauté et parfois également dans la vie politique locale.

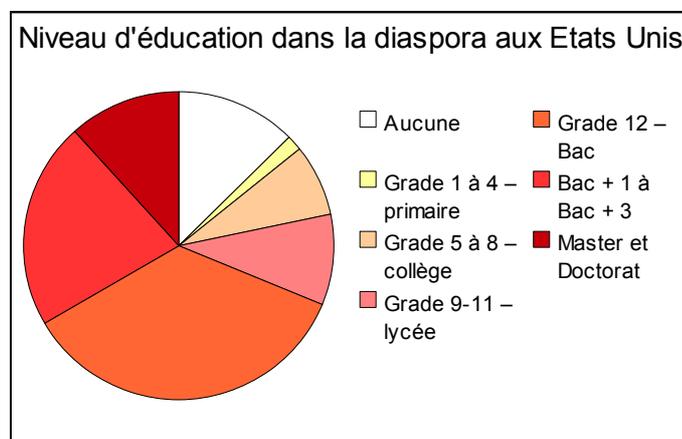
En raison de la difficulté pour le chercheur occidental de se mouvoir à moindre frais dans les différents pays de la diaspora, les recherches sont généralement entreprises à l'échelle d'un pays d'adoption. Le récent programme de recherche « Diaspeace »¹⁰ a néanmoins permis d'établir un état de la diaspora somalienne dans 3 pays européens, et l'ouvrage de Kusow et Bjork, 2007 « From Mogadiscio to Dixon » compile des recherches effectuées en Égypte, en Finlande, en Italie, au Danemark et aux États Unis, quoique sur un mode moins systématique que les études du programme Diaspeace.

Les taux d'emplois des Somali de la diaspora sont généralement bas. En Grande-Bretagne, il est de 12% soit le taux d'emploi le plus bas parmi les communautés immigrées bien qu'il s'agisse du pays le plus attractif pour les Somali-européens. Pour les États-Unis, en 2000, entre 31 et 34% des hommes somali ne participent pas à la force de travail (c'est à dire qu'ils n'occupent pas un emploi et qu'ils n'en cherchent pas non plus). Les emplois exercés ne sont généralement pas en adéquation avec le niveau d'étude. Ainsi, aux États-Unis, une majorité de Somali a effectué des études supérieures (voir graphe suivant¹¹), alors que les emplois les plus couramment pratiqués

¹⁰ Programme de recherche européen, financé par l'Union Européenne, portant sur les diasporas de la Corne de l'Afrique.

¹¹source: 2000 US Census of Population, addition des trois groupes: Born in Somalia, Somali ancestry et Somali Speaker

sont des emplois ne demandant pas de qualifications particulières: chauffeurs de taxi (profession largement pratiquée dans la diaspora, étant une profession libérale facilement accessible); employés dans des usines agro-alimentaires (particulièrement dans le Minnesota, centre de l'élevage de volaille), et pour les femmes, employées de compagnies de nettoyage, travailleuses dans les métiers de l'enfance ou employées de maison.



On note cependant que les concentrations de la diaspora comme celles que l'on trouve à Minneapolis ont permis la création d'emplois « ethniques », c'est à dire d'un entrepreneuriat lié aux besoins de la communauté (boucheries halal, import/export de produits prisés par la communauté). Cet entrepreneuriat est un moyen de sortir du prolétariat migrant.

Le facteur générationnel

Le clivage générationnel dans la diaspora se manifeste tant vis à vis de la perception des clans que de la religion ou de la connaissance du pays. Les parents sont Somali, alors que leurs enfants et les personnes arrivées jeunes portent des identités trait d'union.

On note dans la jeunesse une moins grande sensibilité au clanisme, ou plutôt une hypersensibilité au clanisme négatif, à la méfiance et aux conflits qui en ont résulté. L'Islam dès lors est considéré plus que pour la génération précédente comme un facteur d'unité et de pacification. L'Islam permet aussi d'encourager l'engagement positif des jeunes envers le pays de leur parent: « *you have to give back to your community* », est un message fréquemment utilisé pour appeler la jeunesse à réussir et investir dans le développement à la fois des communauté somali dans leur pays d'adoption mais également en Somalie, particulièrement dans les sociétés multiculturelles anglo-saxonnes et scandinaves (voir pour cela les Somali Diaspora Youth Conferences, dans la partie suivante). Cette aversion pour les conflits claniques peut également expliquer la sensibilité qu'ont pu avoir certaines jeunes au message des Shabaab.

D'autres clivages entre générations ont entraîné une regression sociale: « *Les premiers Somali qui sont arrivés à la fin des années 80 et début 90 réussissaient plutôt bien leurs études, et dans le monde professionnel. Ils n'avaient pas de « complexes » vis à vis des canadiens (blancs), comme pouvaient en avoir les autres communautés africaines, ou les afro américains. Puis, la seconde génération s'est mise à s'identifier aux afro-américains, à tenir un discours racialisé les victimisant. Cela a été de pair avec les échecs scolaires et d'intégration* » déclare une Somali-Canadienne vivant aujourd'hui au Somaliland. De même, Griffith (2002) notait une identification progressive de la jeunesse Somali-Britannique aux Afro-Antillais de Londres.

Face aux problèmes de drogues et de délinquance vis à vis desquels ils se sentent dépassés, certains parents choisissent d'envoyer leur enfant en Somalie ou au Somaliland. Cette méthode semble être relativement prisée, particulièrement dans les régions plus stables. (entretiens de l'auteur et rapport de la conférence sur la jeunesse somalienne à Londres 2009.).

Des films ou séries relatant les problèmes rencontrés en occident ont acquis une grande popularité, à la fois dans la diaspora et en Somalie (ie: relations hommes-femmes et relations intergénérationnelles. Par exemple, ce film dans lequel sont mises en scène deux sœurs, l'une souhaitant épouser un somali issu d'un clan « paria », et l'autre choisissant un non-somali, et où la mère accepte plus facilement un gendre étranger qu'un gendre somali d'un clan déconsidéré.

Les transformations sociales rapide ayant eu lieu d'une génération à l'autre vont engendrer, dès lors que l'on s'investit en Somalie, des modalités d'action et d'engagement différents, plus ou moins empreints de la culture du pays d'accueil.

- « **clandestine clan power** » et **cultural intimacy: le clan dans la diaspora**

« *If I ask Somalis about tribe, they tell me that they are against it; but when I am with them, they talk about it all the time and question the tribal affiliation of others. Why?* » S. Bjork (Kusow & Bjork 2007)

En reprenant ce sous-titre d'un chapitre de Lewis (1994), il ne s'agit pas de laisser croire à des organisations clandestines mettant le clan en scène mais de rappeler le rapport ambigu à l'usage politique du clan depuis Syiad Barré et la « fin du tribalisme » puis la souillure faite par la guerre à l'identité Somali et aux identités claniques.

Deux facteurs expliquent cette invisibilité du clan dans la diaspora, et le paradoxe très bien

résumé dans la citation introductive.

On trouve aujourd'hui très peu d'organisations dans la diaspora dont les actions sont explicitement destinées à un clan. Il en est de même pour l'activité de la diaspora somali en ligne: les diasporas claniques sont à peine nommées. (voir graphique page 25).

Cela est valable en diaspora comme en Somalie, l'identité clanique, cela doit être rappelé, est une identité à publicité variable. Un étranger (donc les étrangers s'il s'agit d'avoir pignon sur rue ou sur internet), n'a pas à connaître les relations intra et inter-claniques : qu'en ferait-il? (et sous entendu, qu'en ferait-il de bien?). Ainsi, sur le forum somali www.somalinet.com, la section réservée aux discussions claniques n'est depuis quelques années accessible que sur identification en tant que membre. Cela évite aux discussions d'être accessibles via un moteur de recherche. (L'intérêt de ces discussions est par ailleurs limité d'un point de vue politique). Cependant, une comparaison avec la teneur des discussions sur ce forum en 2003 montre une évolution des discussions qui dérivent moins vite, moins violemment et moins souvent sur des insultes basées sur le clan.

Pour la diaspora plus particulièrement, l'exposition médiatique d'une guerre qualifiée de « tribale », et avec elle le déballage d'un linge sale qui aurait du rester « intra-somali », puis les longues séries d'entretiens destinés à déterminer si les prétendants à l'asile ne mentaient pas sur leur appartenance clanique, ont achevé d'entacher cette partie d'identité, pourtant intrinsèque, puisque généalogique. L'infinie réflexion qu'à entamée depuis 1991 la communauté somali sur son identité n'est pas terminée, et déjà le reste du monde tente d'essentialiser les rapports entre Somalis. On lit dans plusieurs études les termes « identité meurtrie », « identité salie »...

Pour simplifier, le clan est publiquement perçu dans la diaspora comme l'élément de division, contrairement à l'islam, facteur d'unification. Pourtant, personne ne peut se défaire du clan: il est la carte d'identité, celui par lequel on peut être aidé ou aider. Le droit traditionnel somali repose sur les rapports de force entre clans, et chaque membre d'un sous-clan compte (au sens propre) dans les négociations permettant les règlements de conflits. Ainsi, les « clan elders » en Somalie gardent le compte de la descendance du clan dans la diaspora. Possession de bétail et démographie des clans, régissant les rapports de force, sont des données jalousement gardées, pouvant donner lieu à des instrumentalisation inopportunes.

Dans la diaspora, il est difficile d'obtenir des informations quantitatives sur les clans. D'une part, les migrants sont enregistrés par nationalité d'origine bien que les récits de demande d'asile mentionnent l'appartenance clanique, mais ceux ci ne sont pas publiés. En raison des stratégies d'obtention de l'asile, de tels chiffres seraient largement erronés. Les pays d'accueil ont tenté

d'établir des listes de « clans victimes » variables selon les évolutions du conflit dont on n'estime pas l'impact sur les dissensions internes.

Les clans dits « paria » ont eu à une époque des facilités pour l'obtention du statut de réfugié. En conséquence, de nombreux Somaliens de tous clans ont demandé et obtenu l'asile en se réclamant d'un clan paria ou minoritaire. Dans une histoire qui se raconte dans la diaspora, une artiste Madhibaan a organisé une collecte afin de mettre en place des projets pour son clan en Somalie. Dans le cadre de son projet, elle aurait obtenu des institutions d'asile anglaises les contacts des « Madhibaan » ayant obtenu l'asile. Ils étaient étonnamment nombreux, et pour cause, une grande partie d'entre eux appartenaient à un autre clan et se sont trouvés contraints de participer financièrement.

L'identité de certains groupes minoritaires a par ailleurs été renforcée par les politiques d'asile des pays d'accueil, comme pour les « Benadiri ».

« Remittance both reflects and serves to increase the economic differentiation in society »
(Gündel 2002)

Bien que les « diasporas claniques » soient peu documentées, pour les raisons évoquées plus haut, quelques pistes apparaissent. En effet, il y a une forte corrélation entre la raison de l'exil, la facilité/rapidité à obtenir un statut légal (plus facile pour certains clans que pour d'autres), l'origine sociale au pays/la relation du clan au pouvoir ante-1991... Ainsi, un clan réunissant ces caractéristiques pourra plus rapidement bénéficier à la fois d'une élite compétente, de transferts d'argent plus importants et d'une diaspora pouvant se projeter en Somalie.

Un inventaire des projets de la diaspora en Somalie permet de dégager la géographie suivante: Isaaq et dans une moindre mesure Majertein ont une diaspora plus ancienne, mieux connectée à la péninsule arabe (pour des raisons historiques liées à la proximité) et à l'occident, ainsi, Somaliland et Puntland ont rapidement bénéficié de projets de développement de la diaspora, et des compétences d'une élite éduquée rentrée au pays (également pour des raisons de type d'exil décrites plus bas).

Pour le sud et le centre, ce sont les régions Marehan (clan de l'ancien dictateur Syad Barre) qui bénéficient le plus de l'engagement de la diaspora. On peut imaginer qu'une élite éduquée, possédant des réseaux dans les pays d'accueil en raison de la présence de diplomates Somaliens du clan de l'ancien dictateur (dont l'actuel premier ministre, Mohamed Abdullahi Farmajo, en poste aux États-Unis au moment de l'effondrement du régime) a su puiser dans ce capital les relations et le savoir-faire pour trouver les financements complémentaires pour leurs projets dans ces régions.

Sans vouloir pousser des conclusions hâtives sur des hypothèses qui demandent à être étudiées plus en profondeur, cette approche par « territoires de projets » de la diaspora apporte une connaissance difficile à acquérir depuis les pays d'adoption. C'est pourtant certainement ainsi que « les diaspora » somali prennent une partie de leur sens.

2 - Des diasporas, des visions, des divisions.

On l'a vu, la diaspora n'est pas homogène socialement. On ne peut donc pas attendre une position politique ou idéologique homogène de « la diaspora », parcourue des mêmes mouvements qu'au pays, parfois légèrement déconnectée, bien qu'en contact permanent, de la Somalie. Comme le rappelle Wahlbeck: « *dans les communautés de réfugiés, les divisions et allégeances politiques jouent souvent un rôle beaucoup plus important que les identités ethniques* ». Ainsi, si on note des positions ou des attitudes communes et des éléments fédérateurs, il existe également des lignes de fractures.

What role does the Somali diaspora have in the future

□ by **Coeus** » Sat Feb 05, 2011 1:28 pm

Of Somalia?

The eritrean diaspora is the most active diaspora in Sweden, even the president Isayas visited them here in Sweden 2 years ago. According to the Swedish government the Somaliland association founded 1992 (by my father, he later left it after years) is ranked as the 7th most active diaspora association in Sweden.

But never do i hear a Somali association with ALL Somali diaspora being active.

My question is, what is the Diaspora´s role in the future of Somalia? i think we ought to be more involved in Somalia, since the diaspora is what contributes to the citizens of Somalia through Dahabshil. To their own families of course.

What do you think?

Re: What role does the Somali diaspora have in the future

□ by **Cirwaaq** » Sat Feb 05, 2011 1:35 pm

There is a lot of activity but you are idoor who is going to invite you. You would be a like a soar thumb as Abdullahi Omar is in the TFG.

La question des allégeances est liée à celle des identités, et les identités sont multiples, complexes, ré-aménageables.

- « New obsession » et la digital diaspora

Afin d'approcher les allégeances existantes, les media et particulièrement internet sont une source importante. En effet, l'échange d'information est une composante essentielle de la société somali, et il existe de ce fait une production importante de moyens de diffusion.

Les bulletins d'information diffusés plusieurs fois par jour en Somali sur la BBC sont suivis dans tous les territoires somali et dans la diaspora avec autant d'assiduité que la Prière du vendredi. Ces bulletins d'information dépassent de très loin la fréquentation de tous les média en langue somali. Cette assiduité traduit ce qu'Aden Meriane nomme « la news obsession » propre aux populations nomades.

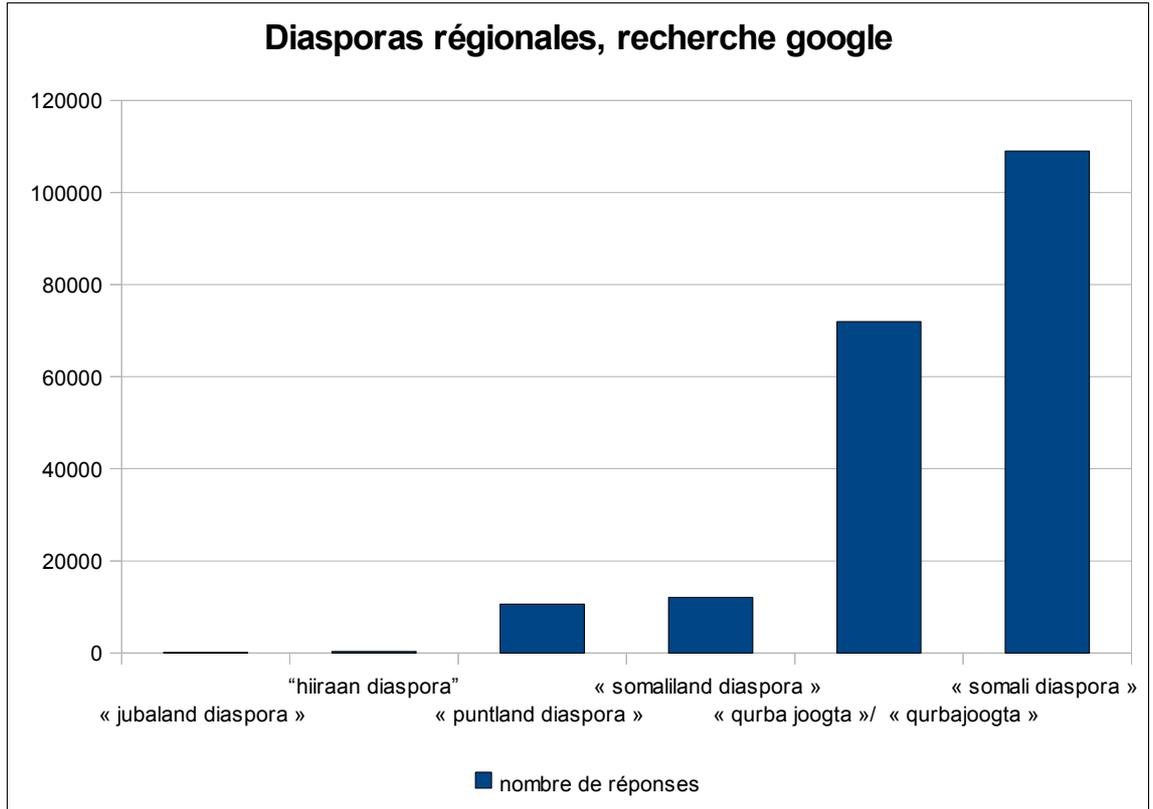
Universal TV a été créé en 2005 par des Somali établis en Grande-Bretagne. Plutôt qu'un média politisé ou orienté, il s'agit d'un réel commerce de l'information. Un contact rencontré à Londres indique qu'il peut y avoir des programmes d'inspirations très différentes, tant que le réalisateur du programme paye. Dans son étude pour le projet « Send Money Home » (décrit plus bas), le DFID envisage d'utiliser Universal TV pour promouvoir son projet.

Si ces média « traditionnels » ont une audience plus régulière que les innombrables sites internet en langue somali, on y trouve une information plus formatée que sur la toile. La passion qu'ont les Somali pour l'information et son corollaire les technologies de l'information aboutit à une activité bouillonnante sur internet. Il serait vain de tenter un inventaire exhaustif de cette activité, chaque site proposant en lien plusieurs centaines d'autres sites, indépendamment de l'idéologie véhiculée.

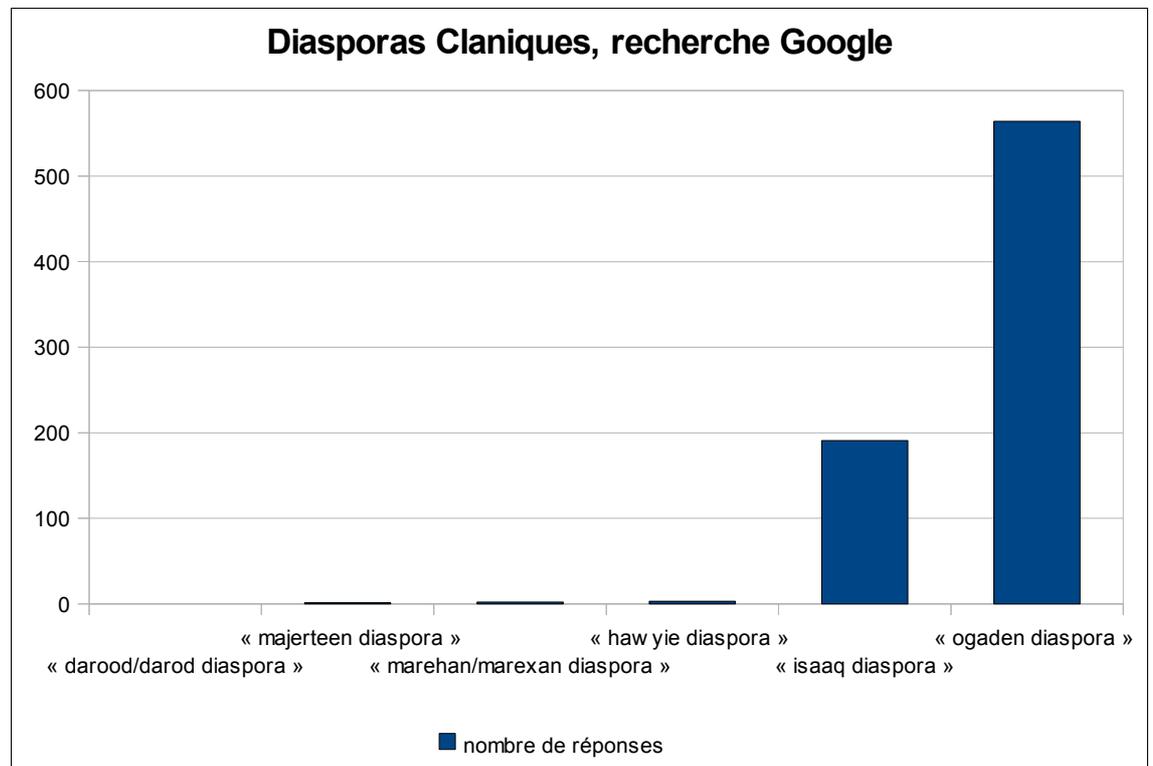
Une large majorité de sites étant créés et animés dans la diaspora, il s'agit d'une source d'information inépuisable sur cette société en exil, même s'il est souvent nécessaire de savoir lire entre les lignes.

En miroir de ce que l'on qualifie de *Fadhi ku dirir* (terme péjoratif signifiant combattre assis, et définissant les discussions sans fin sur la politique somalienne et autres sujets autour d'une – ou deux- bottes de khat), on observe un phénomène qualifié par une blogueuse de la diaspora de « *net ku dirir* »: chacun se transforme en journaliste, essayiste, et l'on ne dénombre plus les articles d'opinion de plusieurs pages, en Somali ou en anglais. Les thèmes abordés sur les forums de la diaspora sont les mêmes que dans les majliss, en y ajoutant la liberté de ton que garantit l'anonymat du net.

LES IDENTITES PUBLIQUES DES DIASPORAS SOMALI



Noter la différence d'échelle entre les deux graphes: le maximum de réponses est 120 000 pour les diasporas régionales, alors qu'il est de 600 sur les diasporas claniques.



Les compétences en informatique sont fréquentes dans la diaspora, et l'actuel chef de l'information et de la communication des Al Shabaab à Mogadiscio est un jeune Somali-britannique.

Voici dans le désordre une liste des sites les plus consultés, cependant, il est vain de tenter de compter les sites d'information en somali créés dans la diaspora: chaque site renvoi à un minimum de 200 liens, généralement sans considération pour les orientations politiques, claniques ou régionales de ces liens.

www.somalinet.com, créé en 1998 au Minnesota.

www.hiiraan.com site domicilié à Ottawa au Canada, crée en 1999 en Grande-Bretagne

www.dayniile.com domicilié en Suède

www.midnimo.com créé en 2009 en Grande-Bretagne, actuellement domicilié aux Pays-Bas (midnimo signifie unité)

www.awdalnews.com domicilié aux États-Unis

www.goobjoog.net Créé en 2002 en Grande-Bretagne (goobjoog signifie témoin)

www.somaliweyn.com domicilié en Suède (somalweyn signifie grande Somalie)

www.qarannews.com Créé en 2003 à Liverpool en Grande-Bretagne (qaran signifie nation),

www.allpuntland.com Créé en 2001 au Danemark

www.allgalgaduud.com créé au Danemark en 2009

www.shabelle.net; créé à Manchester en 2004

www.allgedo.com créé dans l'Ohio en 2004

www.hornafrik.com Le site hornafrik a été créée par 3 somali-canadiens, en Somalie. L'un d'eux a depuis été tué par Al Shabaab, et un autre, Ahmed Abdisalam Aden a été ministre de l'information du GFT, puis vice-premier ministre du gouvernement de Nur Cadde (lui même issu de la diaspora).

● **Les positions et perceptions communes de la diaspora:**

Si la diaspora somalienne, à l'image de tous groupes sociaux, n'est pas une entité uniforme, sa perception du conflit et des solutions apportées à la Somalie converge sur les grandes lignes suivantes:

- tout processus de paix allogène, tout gouvernement établi hors du territoire national, n'a aucune chance d'être légitimé par les Somaliens, en diaspora comme au pays.

- En restant dans le registre de la communauté internationale, la présence de l'AMISOM est largement perçue comme envenimant la situation, comme un outil de provocation, ou au mieux comme inutile. De manière générale, les interventions extérieures sont perçues avec beaucoup de méfiance.
- L'intervention militaire éthiopienne en 2006-2008 a été perçue en bloc dans la diaspora comme « le » conflit, et les clivages existants par ailleurs se sont un temps fondus dans une lutte pour le retrait de l'armée éthiopienne. De nouvelles interventions militaires kenyanes ou éthiopiennes seraient reçues de la même manière, en lien avec l'histoire du vingtième siècle.
- Les recherches effectuées dans le cadre du projet Diaspeace font état d'une perception assez localisée du conflit: les gens connaissent généralement très bien la situation, les acteurs et les enjeux dans leurs territoires d'origine. Leur vision du conflit somalien dans son intégralité découle de cette perception très locale.

- Exemple de l'année 2007 et de l'intervention Éthiopienne en Somalie

En 2006, avec l'appui de la communauté internationale, l'Éthiopie intervient militairement en Somalie. Cet élément semble agir comme une piqure de réveil pour la diaspora. Un grand nombre de nouvelles associations de lobbying, de conférences de la diaspora, de communiqués de presse apparaissent en 2007. « La diaspora », pour une fois relativement représentative, se joint à l'Alliance for Reliberation of Somalia (ARS) à sa création à Asmara. Si cet élément a certainement provoqué le réveil politique de la diaspora, la réaction homogène à l'intervention éthiopienne a pris fin dès le début du processus de Djibouti et « la diaspora » s'est fondue dans les différents groupes d'intérêts présents à Djibouti.

- **Tribalisme, Nationalisme, Islamisme**

A l'image des différentes composantes sociales, culturelles et générationnelles de la diaspora, il n'y a pas une allégeance politique mais autant d'idées qu'il y a d'individus dans la diaspora.

Dès lors que disparaît un ennemi commun, le tiraillement entre les différentes visions pour la Somalie réapparaît, d'autant plus douloureusement que chacun porte en lui les trois idéologies, Tribalisme (ou clanisme), Nationalisme et Islamisme, qui s'actionnent à des échelles différentes. Chacune des trois perceptions, en effet, a pu tour à tour symboliser la paix et la guerre, l'unité et la division.

Le tribalisme, on l'a dit, est perçu dans la diaspora comme un facteur de conflit et de division,

mais reste un levier incontournable pour l'action. Les conférences de paix qui ont fonctionné jusqu'ici (au Somaliland, au Puntland) se sont largement appuyées sur des mécanismes de réconciliation clanique, donc sur la reconnaissance du clan comme élément indispensable de la paix.

Le nationalisme reste un rêve inachevé. Il a porté l'unité somali, mais s'est brisé et a brisé avec lui la Somalie après la guerre de l'Ogaden et les déchirements intra-somali qui ont suivi.

L'Islam enfin, par les valeurs universelles qu'il transmet, a constitué jusqu'en 2007 un élément unificateur porteur d'un potentiel de paix, dont la voix se voit fragilisée à son tour avec le succès de groupes belliqueux se réclamant de l'Islam.

Ainsi, on retrouve dans les discussions « *fadhi ku dirir* », dans les grandes réunions de la diaspora et dans des affiliations d'apparences contradictoires (une organisation assimilée à tel clan se mettant sous une organisation ombrelle pan-somali, par exemple) les tiraillements et les contradictions générés par les deux faces de ces trois grands dénominateurs de « l'être somali ». On se méfie des organisations gérées par un clan, des risques de prosélytisme et des agendas cachés. Mais une organisation mêlant les clans et défendant l'unité peut rapidement être taxée de pansomalisme, du refus d'existence des petites entités, bref, d'être *has been* dans le pur style de ce qui a mené la Somalie à sa perte.

L'exemple suivant, tiré d'un article rédigé pour la revue *Bidhan*, illustre l'une de ces tensions, le pan-somalisme, à travers l'exemple d'ISRAACA Ummadda Soomaaliyeed¹², association créée en 1999 par des intellectuels de la diaspora aux États-Unis, au Canada et en Europe (parmi ses membres, on retrouve entre autres Abdinur Sheikh Mohamed, actuel ministre de l'éducation, et Abdi Kusow, auteur de « *the invention of Somalia* » et « *From Mogadiscio to Dixon, a journey in the Somali Diaspora*, 2007). Cette association d'intellectuels somali de la diaspora a concentré toutes les contradictions qu'ont générés ces trois idéaux dans ce qu'ils ont à la fois d'inclusif et d'exclusif: l'anglais a été choisi comme langue de communication afin d'éviter les allusions claniques cachées, bombes potentielles dans un discours en Somali; d'importants débats ont opposé les membres concernant la place de l'Islam dans le futur État somalien, arrivant à un compromis. L'association a participé à la Conférence d'Arta, mais s'est divisée dès la création du Gouvernement National de Transition: voici le discours de l'un des membres ayant quitté l'organisation à la suite de la conférence d'Arta:

« *ISRAACA is the only current political organization of Somalis that is based on the concept of*

¹² Signifiant Unification du peuple Somali.

Somali nationalism. It is unique in this sense. It is the legitimate heir of the SYL. ISRAACA sees itself as the spark that may ignite the dormant fire of Somali nationalism. On my part, I have come to the conclusion that Somali nationalism is and has been dead for some time. To me, ISRAACA is the ghost of a nation roaming around the world in a permanent exile. This is the basis of divergence and the cause of separation. It was a mutually beneficial parting of ways. There is one major weakness of this organization. Like the SYL before it, ISRAACA as an organization is bereft of any principles beyond the concept of a united Somalia. Its members may find the rule of a warlord, corrupt leadership, tribal governance or foreign occupation distasteful. They may even opt for a modern democratic state if given the chance. But they will accept any of the above if it brings about the unity of the Somali nation under one government. ISRAACA should exorcise itself of this absence of principles or cease to exist. » Khadar Bashir-Ali, Mohamud Hussein Khalif, Hussein Ahmed Warsame, Bildhaan n°3-38

Si « la diaspora » somalienne dans ses grandes lignes est relativement bien documentée, les traces « des diasporas » sont cachées dans ces informations générales.

ACTIONS ET INSTRUMENTALISATIONS DE LA DIASPORA: OUTILS, IMPACTS, ET PROJETS EXTERIEURS

Multiple, la diaspora somalienne partage des leviers pour l'action, dont on tentera de faire l'inventaire en donnant en exemples significatifs des actions ayant pesé. Possédant, en bagage culturel, un « savoir-être » en diaspora, une attache, un sentiment de responsabilité envers la Somalie et une connaissance spontanée du fonctionnement des réseaux, les individus comme les groupes de la diaspora vont créer les outils leur permettant de communiquer et d'agir. Le premier outil de la diaspora sont ces fameuses entreprises de transfert d'argent, les hawaalad qui, en raison de leur fonctionnement initial relativement informel ont suscité la méfiance à l'aire de la lutte contre le financement du terrorisme. Il s'agit à la fois du degré zéro de l'engagement pour le pays (chacun participe à la survie de sa famille et d'amis), et le moyen permettant à des projets plus construits de recevoir les financements. On examinera ensuite les différents types d'associations qui, agissant pour l'intégration ou pour le développement local en Somalie ont en commun une vision éclairée de leur rôle à la fois dans leurs pays d'origine et d'adoption. Enfin, on s'intéressera aux actions de lobbying et à l'engagement politique, engagement ultime?

1- Hawaalad et transfert d'argent.

En dehors des télécommunications, le mode le plus répandu d'interaction entre la diaspora et la Somalie est le support financier à la famille restée au pays. Ces transferts peuvent employer les anciennes méthodes qui consistent à donner de l'argent à une personne qui effectue le voyage, mais ce sont plus couramment des compagnies somali de transfert d'argent qui sont utilisées. Celles-ci, les hawaalad, sont basées sur un système d'identification par le clan et sur la confiance. On peut ainsi faire parvenir en moins de 24h une somme d'argent partout en Somalie. Dans un pays où l'administration a longtemps été en berne et où posséder des papiers d'identité est une exception, le destinataire est identifié par ses trois noms et son clan; mais la plupart du temps, retirant de l'argent dans le bureau de la hawaalad de son quartier, il est identifié par le commerçant.

Il existe plus d'une vingtaine de hawaalad présentes dans plusieurs villes de centaines de pays grâce à un système de franchise ou d'agents. Les hawaalad, en plus de leur importance pour

l'économie du pays, sont également l'un des principaux employeurs, en Somalie comme dans la diaspora. Si ces compagnies avaient au départ une origine clanique, il n'y a plus aujourd'hui de lien évident entre l'identification clanique d'une hawaalad et celles de ses utilisateurs, pour lesquels les principaux critères sont la sécurité de l'argent envoyé, la couverture en Somalie et les délais.

En 2004, alors que le montant total de l'aide internationale à la Somalie se montait à 125 millions de dollars, un rapport de l'UNOCHA estimait les envois d'argent de la diaspora vers la Somalie de 750 millions à 1 milliard de dollars (Kleist, 2008). Aujourd'hui, les responsables de hawaalad estiment que le montant annuel des transferts vers la Somalie réalisés par la diaspora se situent entre 1,4 et 1,6 milliard de dollars annuels (et 700 millions\$ vers le Somaliland), soit 71% du PNB contre 370 millions de dollars annuels dans les années 80 et 90.

Saad A. Shire (in Maimbo 2006) dans une étude sur les clients des compagnies somali de transfert d'argent note que 90% des transactions réalisées le sont pour des montants d'en moyenne 175\$ et que la moitié des opérations couvrent des sommes inférieures à 100\$. Il est important de noter qu'une personne effectue généralement plusieurs transactions destinées à différents membres de sa famille. Expéditeurs et destinataires sont aussi bien des hommes que des femmes.

Dahabshiil a été fondée en 1970 pour faciliter l'envoi d'argent par les travailleurs migrants des pays du golfe et les transferts d'argent des commerçants de la région. C'est aujourd'hui la plus importante hawaalad et a été autorisée par la banque centrale de Djibouti à proposer des services bancaires complets. Plus de 2 000 personnes sont employées dans le monde par Dahabshiil qui possède également plus de 24 000 agents dans le monde (dont 74 franchises à Londres la plupart étant des cybercafés ou des épiceries généralistes).

Qaranexpress a été fondée en 2005 par des actionnaires en Somalie et dans la diaspora et arrive en second sur le marché du transfert d'argent vers la Somalie. Amalexpress a été fondée en 1997 par la fusion de 13 hawaalad. Ces trois hawaalad et Hodan Global Money, Al Mustaqbal et Olympic représentent les trois quart du marché et sont membres de la Somali Money Transmitters association (SOMTA). On peut ajouter Kaah express, qui ne fait pas partie de la SOMTA, mais est restée membre d'une association antérieure (SFSA, voir plus bas).

Le cas d'Al Barakaat

En Novembre 2001 l'une des principale hawaalad, Al Barakaat, créée en 1986, a été accusée de participer au financement du terrorisme par les États-Unis. Placée sur liste noire des

organisations terroristes sur des allégations démenties par les quatre investigations menées, les comptes d'Al Barakaat ont été gelés, pénalisant en premier lieu les familles restées en Somalie. Ce n'est qu'en 2009 que la branche suédoise d'Al Barakaat a été retirée de la liste des organisations terroristes des Nations-Unies et a pu ré-accéder à une centaine de milliers d'euros. A la suite de l'histoire très médiatisée d'Al Barakaat, les hawaalad somaliennes ont fait l'objet d'un contrôle accru et d'une suspicion particulière dont on verra plus bas quelques conséquences intéressantes.

Utilisation de l'argent de la diaspora:

« The main challenges confronting diaspora assistance and involvement in Somalia is their fragmentation and private orientation toward own family or community only » Abdulkadir Osman Farah, 2009

- **Solidarité familiale:** 40% des revenus des foyers urbains en Somalie seraient tirés des envois d'argent de la diaspora et 14% de la consommation des zones rurales seraient rendus possible par l'argent de la diaspora (Kulaksiz & Purdekova in Maimbo 2006). Une partie de la diaspora et des Somaliens restés sur place déplore parfois les effets pervers de ces participations devenues rituelles qui, si elles permettent la survie et la vie de nombreuses famille, développent également les effets pervers de l'assistanat (Kusow et Bjork, 2009).
- **Micro-finance familiale:** En l'absence de banque, c'est l'argent venu de la diaspora qui finance 80% des capitaux de démarrage des entreprises somaliennes. (Hassan Sheikh et Sally Hally, 2009). Il peut s'agir d'entreprises de tailles variables, comme celle par exemple d'une jeune femme fuyant la situation provoquée par des pertes de bétail dans sa région et s'installant en ville. Elle y trouve un emploi en tant que femme de ménage. Cet emploi ne permet pas d'économiser, ni même de s'assumer totalement. Elle élabore le projet d'ouvrir un petit commerce généraliste, contacte un cousin dans la diaspora pour lui demander la somme initiale lui permettant de lancer son activité. Celui-ci lui envoie la somme, elle se procure un stock initial et retourne dans un bourg de sa région d'origine pour y ouvrir une petite boutique. Ce type de micro-finance peut également être destiné à des entreprises plus importantes, et s'accompagner d'un transfert de compétences en provenance de la diaspora.
- **Projets de développement local:** beaucoup d'organisations somaliennes créées dans la diaspora mobilisent leur clan en diaspora afin de financer des projets de développement local. C'est le cas de Himilo Relief Development Association, en Hollande, dont on décrit plus bas le système réticulaire de financement. Certaines, comme c'est le cas de HornRelief, ont mis

en place un système de « taxe clanique » pour le développement. L'étude réalisée pour le projet « Send Money Home » en Grande-Bretagne (voir plus bas) révèle que près de la moitié des personnes interrogées envoient de l'argent à des ONG somaliennes via les hawaalad pour des projets au pays. Certaines hawaalad pratiquent des tarifs promotionnels pour les transferts d'argent destinés à des ONG. Si les intentions de développement sont réelles, les infrastructures développées en Somalie grâce aux financements de la diaspora peuvent parfois accroître des inégalités localement ou être perçue comme des entreprises d'expansion territoriale (lorsque le projet intervient sur les marges d'un territoire clanique – beaucoup de territoires de projet sont situés sur des frontières claniques) et ainsi être source de conflit. Il faut rappeler qu'un accès privilégié à l'eau, une école ou un hôpital peuvent être utilisés comme instruments de pouvoir dans un contexte conflictuel.

- **Stabilité des monnaies:** les envois d'argent, par les sommes en jeu, participent à la stabilité du Somali shillin et du Somaliland shilin en permettant une circulation importante de devises.
- **Transfert d'argent et conflits:** Horst (2008), malgré la difficulté à obtenir des données précises, estime entre 500 000\$ et 5 millions de dollars les montants ayant servi à financer les conflits claniques. Sur l'aspect négatif des transferts d'argent et le chiffre du financement des conflits claniques, il convient néanmoins de noter que l'utilisation de l'argent et l'objectif de l'envoi peuvent différer. Par ailleurs, dans le cas d'argent explicitement destinés à l'armement d'un village ou d'une famille, la différence entre l'objectif offensif ou défensif de cet armement est un élément important pour l'expéditeur. Le second financement pervers, plus récent, est celui qui est accordé aux groupes de combattants islamistes. Des sessions de discussions sur internet¹³ faisant interagir les dirigeants du groupe avec des personnes de la diaspora seraient un moyen efficace de collecter en une soirée des sommes importantes mais le chiffre global de ces sommes reste à ce jour inconnu.

Les organisations gouvernementales et internationales et les hawaalad: convoitise ou réel support?

Le fait que les Somali de la diaspora n'utilisent pas les entreprises classiques de transfert d'argent (pour ne citer que Western Union, la plus importante) mais leurs propres compagnies intrigue. Le succès de ces entreprises somali a été rapide et concerne aujourd'hui un montant total très important qui, si il est de mieux en mieux connu et contrôlé, échappe tout de même

¹³ Via les sites alqimmah.net ; somalimemo.com ; ansetnet.info ; halganka.wordpress.com ; dacwatutawxiid.wordpress.com (Report of the Monitoring Group on Somalia pursuant to Security Council resolution 1853 (2008))

aux acteurs extérieurs, « internationaux ». Voici deux exemples de l'intérêt montré par la « communauté internationale ».

- **Le Send Money Home project du DFID.**

Le DFID a financé un programme intitulé « Send Money Home » dont l'objectif est relativement flou. Une étude préalable au programme a été réalisée (Hassan & Chalmers, 2008). Elle étudie les possibilités de créer un fond de développement diaspora/DFID/hawaalad et construire des formes de collaborations possibles entre les projets lancés en Somalie par des organisations de la diaspora, aujourd'hui majoritairement autofinancées (par les transferts d'argent de la diaspora), et le DFID. Le rapport souligne à plusieurs reprises la méfiance que susciterait dans la communauté le transit de leur argent et la gestion de leurs projets par une organisation extérieure. Le projet Send Money Home a également l'ambition de faciliter la communication entre les hawaalad et la diaspora. Étrange ambition lorsque l'on connaît la rapidité de la circulation de l'information (notamment commerciale), parmi les Somali. La seule production de ce projet est le site internet fxcompared.com. Il s'agit d'un moteur de recherche qui permet en théorie de comparer les tarifs proposés par différentes organisations de transfert d'argent. Si l'on veut envoyer de l'argent vers la Somalie ou le Somaliland, une seule hawaalad apparaît dans leur moteur de recherche, Tawaqal, une hawaalad mineur fondée en 2003 dans le Minnesota. Celle-ci propose une commission largement supérieure aux commissions généralement demandées par les hawaalad de Londres.

Il est surtout noté que « *cela permettrait au DFID de construire une relation avec la communauté somali au Royaume-Uni* » Hassan 2008.

- **UNDP Somalia et le « Somali Remittance Initiative »**

Les déboires d'Al Barakat ont eu des répercussions importantes sur le fonctionnement des autres hawaalad. A partir de 2001, les mouvements des hawaalad ont été extrêmement contrôlés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et contre le blanchiment d'argent mis en place notamment par la Financial Action Task Force (FATF). Cet événement a abouti à l'enregistrement de la plupart des hawaalad et leur entrée dans la légalité et on ne peut plus aujourd'hui définir les hawaalad comme étant des « entreprises de transfert d'argent informelles » comme cela l'a été par le passé.

Dans un apparent souci de sortir ces entreprises de la suspicion ambiante, le PNUD a organisé un certain nombre de conférences et de formations destinées aux gérants des hawaalad et a participé à la mise en place d'une première association regroupant les hawaalad dans un

engagement commun de transparence: la SFSA (Somali Financial Service Association) créé en 2003 à Dubai et à Londres. En juillet 2006, après des événements obscurs, le PNUD rompit ses relations avec la première pour créer la Somali Money Transmitters Association (SOMTA). Deux ans après, des accusations de corruption au sein du PNUD en lien avec une entreprise américaine impliquée dans ce programme semble avoir mis fin à l'existence de ces associations, ou tout du moins leur visibilité, car le site de la SOMTA, www.somta.org, n'existe plus¹⁴. Si l'on s'est ici un peu éloigné de la diaspora, on montre que le milliard envoyé chaque année au pays ne laisse pas indifférent. L'épisode d'Al-Barakaat et des mesures anti-blanchiment auront néanmoins permis au secteur le plus dynamique et innovant de Somalie de moderniser ses méthodes et de sortir d'une obscurité qui le desservait.

2 - Les organisations de la diaspora

La communauté somalienne en exil a une activité associative bouillonnante. De nombreuses associations voient le jour, puis disparaissent pour se re-former ailleurs, ou autrement. Parfois, les structures du pays d'accueil encouragent les initiatives communautaires, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, où l'on observe au niveau local une véritable compétition entre communautés immigrées pour l'accès aux ressources des municipalités¹⁵ (chaque quartier possède son « Somali Community Center»). Le grand nombre d'associations s'explique également par la méfiance existant entre les communautés claniques, et les accusations (ou les risques d'accusations) de voir un groupe monopoliser la vie associative de « la diaspora ». Bien que le clan ne soit jamais nommé, il est souvent présent dans les organisations d'aide aux migrants et plus encore dans les ONG agissant au pays. De plus en plus d'interactions existent entre les organisations de la diaspora, à la fois nationales, avec des organisations ombrelles, et entre les pays de la diaspora, par des actions conjointes, en réseau, et des recherches croisées de financements.

¹⁴ http://wardheernews.com/articles_08/June/Yabarow/23_UNDP_Blunders_In_Somalias_Remittance_industry.html

¹⁵ Les ressources municipales en Grande- Bretagne étant destinées au bien être et à l'intégration des communautés dans le pays, et pas à des actions en Somalie.

Royaume-Uni	200 associations enregistrées au Charity Council > 300 selon Pirkkalainen (2010)
Finlande	50 associations en activité, autant dormantes (1 association en activité pour 160 Somalis)
Italie	23 associations
Pays bas	> 200 (1 association pour 150 Somalis en 2003)

L'organisation de la diaspora vers un engagement en Somalie est en cours de structuration, et polymorphe. On peut établir une distinction entre la diaspora somalilandaise, dans une moindre mesure puntlandaise, et la diaspora du reste de la Somalie. La cause de l'exil et le cadre stato-territorial du pays d'origine est essentiel dans la mise en place « d'institutions » de la diaspora, de connexion des pôles, de projets collectifs, qu'ils visent la paix ou le développement.

L'exil somalilandais peut être qualifié d'exil nationaliste au même titre que celui des Kurdes ou des Palestiniens. En effet l'exil qui a trouvé son point culminant en 1988 était une réponse collective à un harcèlement ciblé. Les organisations de la rébellion, fondées à l'étranger, fonctionnaient déjà lors de l'arrivée des réfugiés avec, déjà, un but commun: la chute du régime. Ainsi, des réseaux transnationaux complexes (échange d'informations, organisations politiques, création de réseaux actifs, de lobbies...) et un but collectif ont préexisté à l'arrivée massive de la diaspora dans les pays d'accueil. Les Somali du nord-ouest (puis Somalilandais) s'y retrouvaient dans « une communauté de souffrance », pour reprendre les termes de Pérouse de Montclos¹⁶. Pour les Somaliens ayant fui après la chute du régime de Syad Baré, avant de penser à une lutte pour la paix, la reconstruction de leur pays ou la réconciliation nationale, il a fallu au sein de la diaspora réapprendre à se faire confiance. Ce processus s'est étalé sur les dix premières années de leur exil. Les situations d'exil que l'on peut qualifier de nationaliste (constructif) et d'exil causé par une destruction de la nation sont donc, dès l'origine, la base de formes diasporiques différentes, ou du moins décalées dans le temps.

Aux Pays Bas, en 2003, les stades de structuration étaient explicitement différents entre organisations somaliennes et organisations somalilandaise; alors que les associations somalilandaises étaient en relation étroite avec d'autres associations au Somaliland, en Europe et ailleurs¹⁷, les associations somaliennes restaient encore peu intégrées au niveau national et étaient aux prémices de connexions officielles avec des organisations dans d'autres branches de la diaspora.

¹⁶ Il utilise cette expression dans un tout autre contexte : « la communauté de souffrance des Somali d'outre mer n'a pas fourni de dénominateur commun suffisant pour aider à reconstruire un État Nation fondé sur le mythe du retour ». Dans le cas des Somalilandais, c'est l'inverse qui s'est produit. (MA PdM,2003).

¹⁷ Nomade et SOLVAO étaient sur le point de fusionner, et dans un processus d'intégration à un réseau européen d'associations somalilandaises

N'étant pas à l'origine une « diaspora nationaliste », mais ayant de nombreuses plaies à panser, une chronologie particulière marque la vie associative somalienne en exil, foisonnante à chaque étape.

- **Typologie:**

- **associations de femmes:** la vie en diaspora a déséquilibré les relations de genre. La perte pour les hommes d'un statut de chef de famille (les femmes trouvant plus facilement à s'employer que les hommes), l'éclatement des familles nucléaires, les responsabilités endossées par les femmes (Farah 2002, Kusow & Bjork 2008) et les sociétés d'accueil ont amené les femmes à reconsidérer leur rôle dans la société. La conférence mondiale des femmes à Pékin en 1995 a permis à des associations ombrelles somali de se former.

- **associations de jeunes:** la jeunesse Somali en diaspora doit faire face à plusieurs challenges. Elle doit tout d'abord travailler à sa propre intégration culturelle, sociale, et avant tout professionnelle. Elle a également un devoir communautaire à remplir, encouragé à la fois par l'Islam et par les systèmes communautaristes anglo-saxons. Ce devoir peut prendre deux formes, qui ne s'excluent pas: l'engagement dans le pays d'accueil en faveur des plus démunis de la diaspora, en faveur des écoliers en échec, et l'engagement pour la Somalie. Là encore, l'engagement pour la Somalie peut signifier soit s'engager dans des études longues, soit s'engager dans du lobbying ou dans des organisations actives en Somalie. Mais s'engager au pays peut également signifier le ralliement à des groupes de combattants. Voici deux illustrations de projets de jeunes:

Somali Diaspora Youth: « *Cultivate within the Diaspora youth a competent, ethical, and broad-minded leadership that is able to revitalize the dying Somalino¹⁸ and inspire sense of common good.* ». Cette organisation somali-américaine est parrainée par une association mère, Adar foundation, elle-même fondée par des militants des droits de l'homme pratiquant du lobbying au sein de la communauté et auprès des autorités américaines, sur la situation en Somalie. Cette association a été fondée en réaction à la sur-médiatisation des 20 jeunes somali-américains du Minnesota portés disparus puis réapparus en Somalie dans les rangs d'Al Shabaab. Des conférences faisant intervenir intellectuels et leaders de la diaspora et de jeunes Somali-Nord-Américains ont été organisées en 2009 et 2010 autour des thèmes de l'identité, de l'engagement pour la Somalie et le monde, et de la responsabilité civique. Dans tous les pays de la diaspora, on voit surgir ce genre d'initiatives depuis 2008, initiatives correspondant à l'arrivée

¹⁸ Que l'on peut traduire par « Somalité »

à maturité des premières générations nées en diaspora ou arrivées enfant. Le thème de « *give back to your community* » est le mot d'ordre de ces réunions.

Somali Development Group de Bristol au Royaume-Uni: Cette organisation a été créée en 2008 par de jeunes Somali-Anglais de Bristol, sous l'impulsion d'adultes bien intégrés socialement, afin de lutter contre l'échec, la désocialisation et les risques de délinquance et d'intégrisme conséquents. En réponse aux disparitions de jeunes de la diaspora, elle a développé un réseau de renseignements dans la ville et dans tous les lieux de la diaspora en Angleterre, permettant de localiser rapidement une personne, d'évaluer -à partir des lieux où elle a été aperçue- les risques de lien avec un groupe terroriste et d'agir par la persuasion. Le travail est également effectué en amont par l'organisation de rencontres sportives intra et intercommunautaires, la construction de bonnes relations avec la police locale, du soutien scolaire. Des initiatives similaires existent en Finlande, au Canada et certainement dans d'autres pays de la diaspora.

- **associations et programmes d'aide à l'intégration:** au départ conçues pour aider les réfugiés à s'installer et s'intégrer, évoluant ensuite vers la transmission de la langue et de la culture somali, ces associations ont aujourd'hui pour double préoccupation la délinquance des jeunes (30 jeunes Somalis ont été tués en Alberta en 5 ans dans des histoires de trafics de drogue) et la préoccupation qu'ont suscité dans la communauté les recrutements de jeunes somali de la diaspora par Al Shabaab. Le Jewish Somali Mentorship Programm a été lancé en 2010 sous l'égide du Canadian International Peace Council par le Canadian Somali Congress (organisation non partisane engagée à faire entendre les préoccupations des Somali-Canadiens aux autorités canadiennes, sur des thématiques nationales ou Somaliennes) et le Canadian Jewish Congress. Ce programme inédit de tutorat a été mis en place pour aider à l'insertion des jeunes de la communauté. Des membres de l'élite somali-canadiennes se mobilisent. La première réunion attendait une vingtaine de jeunes, 75 jeunes somali se sont présentés. Ce type de partenariat entre ces deux communautés est pionnier dans le monde, et insiste sur la collaboration possible entre sociétés « en diaspora », et identités-traités-d'union.

- **associations humanitaires et développement pour la Somalie**

La diaspora, se servant à la fois du « savoir-être » transnational, des réseaux de communication et de financements a donné vie à de nombreux projets réussis en Somalie. On développera l'exemple de Himilo Relief and Development Organisation (HIRDA), exemplaires à plusieurs titres.

Il existe aujourd'hui des associations qui utilisent leurs réseaux claniques dans un but de

reconstruction locale et « d'éducation à la paix ». HIRDA en est un exemple. Elle a été créée aux Pays-Bas en 1998. S'appuyant sur un réseau Marehan, ses projets en Somalie sont localisés dans les régions Marehan de Bardheere (Gedo), et Abudwak. Etant donnée la faible chance de réussite d'un projet impliquant différents clans, l'association s'est appuyée sur le financement des membres du clan pour un usage positif. Le premier projet a été la construction d'une école, l'éducation était à leurs yeux le domaine prioritaire. La recherche de financements et la coordination du projet ont, au départ, été organisées de la manière suivante:

EXEMPLE DE L'ASSOCIATION SOMALO-HOLLANDAISE

HIMILO RELIEF AND DEVELOPMENT ORGANISATION (HIRDA)

En Hollande

- Comité de 9 personnes ici, toutes les décisions sont prises en Hollande, avec un contact téléphonique quotidien à Bardheere (Marehan).
- 200 Membres donateurs (minimum 10 euro/mois) (Marehan).

Royaume Uni (aujourd'hui HIRDA-UK)

- 4 responsables d'associations (Marehan) à Leicester (dormant ou collecte de fonds)

Etats-Unis (aujourd'hui HIRDA-US)

- 2 contacts (Marehan) collectent de l'argent auprès de la communauté (1500\$/mois) : ils choisissent sur quel projet va aller leur argent.

Kenya :

- 1 contact clé (Marehan), représentant du clan qui cherche des contacts afin de diversifier l'origine des fonds (ONG, Ambassades et organisations internationales présentes à Nairobi). Non salarié, mais perçoit une indemnisation de ses frais.

En Somalie : (aujourd'hui HIRDA Somalia).

A Bardheere, les habitants ont été mobilisés pour la construction, afin de créer un sentiment de propriété et de responsabilité vis à vis de l'école:

- Professeurs (habitent la ville ou au moins la région). Salariés.
- Ingénieur (Mogadiscio, autre clan)
- 200 Ouvriers (ville/régions, volontaires nourris).
- Escorte armée payée afin d'acheminer le matériel de construction depuis Mogadiscio (3

jours de route).

- Radios locales utilisées pour relayer l'information, informer de la tenue de conférences, de formations.
- Contacts avec des intellectuels locaux : Certains de ceux qui ne se sont pas exilés se sont investis dans des associations, afin de recenser les victimes ou établir des dossiers sur les criminels de guerre. Ils s'échangent des informations essentielles sur l'évolution des mentalités et la situation dans le pays.

La confiance entre les communautés somali n'étant pas totalement rétablie en Hollande, s'appuyer sur les liens de confiance au pays (famille, clan dans le lieu d'origine) est apparu comme le seul moyen d'établir une action pérenne: sans cela, sur quels critères choisir la localisation du projet? Cette organisation se sert du lien clanique afin de développer le petit bout de territoire ancestral où vivent leurs proches restés au pays. Ceci pouvait être mal perçu par un observateur extérieur ou même par la communauté. Mais s'appuyer sur le clan est aujourd'hui encore vital pour l'entreprise. C'est un gage de confiance. Cependant, dans le cadre des projets de cette association, des réseaux personnels hors-clan ont aussi été utilisés : le président de l'association, ancien élève de l'école d'ingénieur de Mogadiscio a fait appel à un camarade de promotion afin de concevoir l'école et superviser les travaux. Celui-ci était resté à Mogadiscio et n'avait alors pas d'emploi régulier dans son domaine. HIRDA fait par ailleurs partie d'une organisation-ombrelle et est à ce titre un participant actif à des événements impliquant toute la communauté somalienne aux Pays Bas (qui, étant restreinte, est contrainte de limiter son fractionnement)

Le champ d'actions de l'association a été étendu à la construction de puits dans la région de Abudwak (Marehan), à la diffusion d'informations et de flash « éducatifs » via les radios locales et à l'organisation de mini-conférences de paix locales dans les deux régions. Le lien clanique a été utilisé comme entrée en Somalie, comme assurance d'un déroulement continu et reconnu sur du long terme. Car si on peut nier le clan en Hollande, du moins en public, cela semble impossible en Somalie : tous les acteurs ont besoin de s'appuyer sur ces liens de solidarité afin d'entreprendre des actions de paix ou de reconstruction, comme une façon de soigner le mal par le mal ; commencer par ce lien pour développer d'autres contacts transversaux par la suite.

HIRDA fonctionne aujourd'hui avec 35% de financements de la diaspora, 43% de partenaires occidentaux (13 associations dans plusieurs pays, dont 3 sont créées par des Somali des États-Unis) et 8% des communautés en Somalie. Gannaane Ry en Finlande et IQRA en Grande-Bretagne sont considérées comme des organisations sœurs. Elles ont participé avec Hirda à la création d'un pôle universitaire

L'exemple de Hirda permet de démontrer l'absolue transnationalité des réseaux. Voilà un exemple qui montre à chaque étape la capacité à faire converger les actions venant de différents pôles de la diaspora et sa capacité à aller chercher l'argent où il se trouve (Occident et Nairobi) sans pour autant perdre son identité et celle de ses projets.

Pour ce type d'initiative, le recours à un financement complémentaire en provenance des pays d'accueil intervient dans une seconde phase. Mais il y a selon le pays d'accueil, une forte inégalité d'accès aux ressources: le Royaume-Uni, par exemple, ne finance aucune ONG Somali-Anglaise pour des projets hors du Royaume-Uni, en revanche, aux Pays-Bas et dans les pays Scandinaves, il existe de multiples possibilités de co-financement. En Italie, ce sont souvent les municipalités qui co-financent des projets de la diaspora (voir dernière partie).

- **Associations de professionnels somali** se mettent en place progressivement: Somali Health Professionals, Somali Lawyers Association. A ce titre, les groupes des réseaux professionnels en ligne (de type www.linkedin.com) sont un accélérateur intéressant.

- **Lobbying: conférences et communiqués de presse « de la diaspora »**

Le lobbying peut servir d'outil pour transmettre des idées entre les deux mondes. Il peut y avoir un lobbying « public », le fait d'associations qui organisent des conférences, publient des communiqués de presse, tentent d'être présentes dans les médias du pays d'adoption. Et il existe un lobbying de l'ombre, effectué par des personnes reconnues par les autorités du pays d'adoption comme étant fiables, ou représentatives. Là encore, ces deux modes d'actions peuvent être mis en place au nom d'allégeances ou de stratégies différentes, allant d'une instrumentalisation du pays d'accueil dans un projet personnel, local ou clanique, à une réelle ambition de paix.

Jusqu'à la conférence d'Arta en 2000, la diaspora est restée relativement endormie, occupée qu'elle était à cicatiser ses plaies, organiser sa vie dans les pays d'adoption ou bien encore verbalement engagée dans la guerre civile. Si la conférence d'Arta est porteuse d'espoir, ce dernier part en fumée devant les échecs successifs des conférences de paix à assoir les gouvernements de transition. L'arrivée des tribunaux islamique est suivie avec attention comme porteuse d'une possibilité de rétablir le pays. Mais la diaspora reste relativement silencieuse.

A partir de 2007 et de « l'intervention » éthiopienne largement perçue comme une « invasion » dans les milieux somali, les associations de lobbying se multiplient générant une série de

conférences et communiqués de presses. L'épisode éthiopien a été un élément déclencheur pour une partie des activistes des droits de l'homme jusqu'alors peu visibles, générant un engagement largement partagé contre cette intervention qui s'est mué en revendications politiques pour la Somalie au nom de la diaspora, quoiqu'elle signifie.

Un des exemples des réseaux créés est le Somali Diaspora Congress, SDC, créé le 28 Aout 2007 par des Somali de la diaspora dans 12 pays occidentaux. Opposé à l'intervention éthiopienne en Somalie, créé pour attirer l'attention sur la situation en Somalie. Ses participants peuvent être des particuliers ou des collectifs et ses représentants ne sont pas élus, mais il s'agit de personnalités reconnues dans la communauté (élite intellectuelle, professionnelle ou politique ayant le temps et les moyens de s'engager).

La série de conférences et communiqués de « la diaspora » qui suit permet de réaliser les divergences idéologiques se cachant derrière « la diaspora », mais également la variété des actions de lobbying.

27 & 28 aout 2007 Second Somali Diaspora Conference London, ,

« La diaspora Somali est une part intégrante de la société Somali et est engagée, et prête, à aider à la reconstitution de l'État somali, et à reconstruire son économie et ses infrastructures. Il est impératif d'unir les forces politiques et économiques de la diaspora afin d'atteindre les buts cités ci-dessus. La Diaspora ne peut pas supporter l'actuel gouvernement de Mogadiscio, qui est arrivé au pouvoir de manière illégitime grâce aux machinations et à l'invasion éthiopiennes. »

2nd North America Somali Diaspora Conference 30/11 et 1er/12/2007.

L'objectif de cette conférence est d'attirer l'attention sur la situation en Somalie, particulièrement sur les occupations et les oppressions d'origine interne comme d'origine externe, et de créer une organisation ombrelle qui coordonne les actions de la diaspora aux Etats-Unis. Les associations suivantes y participent:

Somali American Peace Council (SAPC) Washington D.C

Somali Canadian Diaspora Alliance (SCDA) - Toronto

Somali Diaspora Network (SDN) - Virginia

Somali Institute for Peace and Justice (SIPJ) - Minneapolis

United Somali Diaspora (USD) - Minneapolis

Pan Somali Council for Peace and Democracy (ISRAAC) - Ohio

24 avril 2009: 3rd Annual Somali Cause Conference. Toronto.

« Appel aux communautés de la diaspora somalienne afin qu'elles supportent l'agenda du gouvernement d'unité nationale en Somalie. Somali Cause projette d'étendre sa base dans l'année qui vient, de jouer un rôle actif dans l'amélioration de la vie de habitants de la Somalie et d'encourager le support pour une transition pacifique en Somalie en faisant du lobby auprès des gouvernements et des pouvoirs législatifs au Canada et aux États-Unis. Les participants à la conférence ont félicité l'adoption de la Sharia (...). De plus, ils ont attiré l'attention sur la politisation des identités claniques, pouvant mener à d'autres bains de sang. »

10 novembre 2008: Somali Diaspora Congress :

Communiqué de presse suite au sommet extraordinaire de l'IGAD sur la Somalie. Le Congrès appelle tous les Somali à rejeter les déclarations de la 13ème session extraordinaire de l'assemblée de l'IGAD, demande le retrait des forces éthiopiennes, enjoint l'ARS à ne pas participer aux propositions de l'IGAD (qualifiées de complot).

04 octobre 2010. Pétition : La diaspora somalienne condamne fermement les attaques indiscernées de l'AMISOM contre des civils. (pas d'organisation, signataires individuels)

En Octobre 2010 Une action différente de lobbying, organisée par le Somali-American Peace Council sur le sujet: « Somalia – Quest for viable solutions » au United States Institute of Peace a réuni des « Somali respectés de la diaspora », venant des organisations de la société civile, du monde médical et d'anciens haut gradés militaires. Le but étant de renforcer les relations entre l'État américain et la diaspora aux Etats-Unis. A la suite de cette conférence des représentants de l'association ont été reçu à la Maison Blanche.

21 Février 2011 Pétition: « Des Somali concernés de la Diaspora rejettent l'extension illégale et unilatérale du GFT » (signataires individuels)

D'autres actions ont lieu dans l'ombre au Canada, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, telles que décrite ci-dessous:

« members of the somali community had gone to the Canadian Government and asked for the Al Shabaab group to be designated as a terrorist organization. » Ahmed Hussen, président du Canadian Somali Congress, interview sur CBC (mise en ligne en aout 2010).

- **Participation Politique en Somalie**

Dans les processus de paix, la diaspora a été reconnue comme un acteur « essentiel », mais qui reste très mal défini. Si il existe une participation politique de la diaspora en Somalie, elle est le fait de quelques individus, technocrates ou politiciens qui vont participer aux gouvernements nationaux ou créer des processus très locaux de paix ou de développement.

- **Le processus d'Arta, 2000**

« The Arta process of 2000 provided the first real opportunity for the Diaspora from Puntland and the Southern regions to play a meaningful role in Somali national politics. At the same time, civic actors began to assert their role in the political discourse of the country. » (Hassan Sheikh & Sally Hhally, 2009).

- **Rôle de la diaspora (mal?) formalisé dans le cadre des accords de Djibouti (Mai 2008 à Janvier 2009)**

La diaspora a largement été invitée à cette grande conférence de paix. Cependant l'appartenance à un clan comme étiquette était un pré-requis à la participation, dans le cadre de la formule 4,5 adoptée en 2003 pendant le processus de Mbagathi. Ainsi, les associations se présentant strictement comme étant de la diaspora ne pouvaient pas participer. Au lieu d'encourager la diaspora à avoir une voix pacificatrice et unie, cette formule semble avoir créé de nouvelles divisions claniques au sein de la diaspora. Identifiée, au même titre que « la société civile », « les entrepreneurs », « les clan elders », « les leaders religieux », comme acteurs-clé de la paix, malgré les nombreuses études montrant la division de cette « entité », il semble que « la diaspora » ait eu une définition floue en amont des conférences.

Au cours des processus, les individus ou organisations devaient donc chercher une place entre le rôle d'acteur-clé ou de groupe d'intérêt supposément homogène auquel on les assignait et l'impossibilité d'élever la voix en dehors d'un cadre clanique (rejetant ainsi la supposée troisième voie pouvant venir de groupes d'intérêts transversaux). Acteur mal défini, la diaspora voit son rôle dans ces conférences peu documenté et peu commenté. On oublie aussi, en essentialisant de telles catégories, qu'un individu peut représenter à la fois son clan, la diaspora, des intérêts commerciaux et une vision religieuse. Il ne faut pas non plus oublier que depuis 2000, une large partie des membres des gouvernements et du parlement étaient déjà bien insérés dans le paysage politique somalien. En janvier 2008, en plus du premier ministre, les deux tiers du gouvernement venaient de la diaspora (10 ministres sur 15). La moitié du gouvernement mis en place en février 2009, ainsi que son premier ministre étaient issus de la diaspora (soit 18 ministres sur 37). Issus de la diaspora, ils sont porteurs d'une diversité de bagages intellectuels

et culturels, de formations et de relations avec l'étranger. Mais ils ne représentent pas « les intérêts de la diaspora ». Parmi les membres issus de la diaspora dans l'actuel gouvernement on peut en nommer quelques uns:

- Dr. Maryama Qasim Ahmed, Ministre des Femmes et des Affaires Familiales (5ème clan, Benadiri) est arrivée de Birmingham en Angleterre. Elle a passé 20 ans hors du pays et parle couramment, outre le somali, l'arabe et l'anglais, l'italien et le néerlandais.
- Mohamed Abdullahi Omar, Ministre des Affaires Etrangères (Dir, Isaaq, Habar Awal). Fils aîné d'un important commerçant, il a fait ses études à Oxford.
- Abdulkakin Mohamoud Haji Fiqi, Ministre de la Défense (Rahaweyn, Digil, Dabare) a été diplomate au Canada et aux États-Unis
- Prof. Abdiweli Mohamed Ali, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale (Darod, Majertein, Omar Mohamud).
- Abdinur Ma'alim Mohamoud, Ministre des Affaires Sociales, du Travail, de la Jeunesse et des Sports (Dir, Surre). Il a quitté la Somalie en 1985 pour ses études et est resté aux États-Unis jusqu'à sa nomination. Il enseigne à l'Université de l'Ohio. Il faisait partie des membres fondateurs de l'organisation d'intellectuels de la diaspora Israaca.
- Abdirashid Khalif Hashi, Ministre des Travaux Publics et de la Reconstruction (Darod, Ielkase), était professeur d'histoire et de politique à l'Université de Toronto.
- Quand au premier ministre actuel, Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, Darod Marehan, était en poste à l'ambassade de Somalie aux États-Unis au moment de la chute de Syad Barré, et n'était pas rentré en Somalie depuis 25 ans.
- L'actuel maire de Mogadiscio, Mohamed Ahmed Noor, a quitté la Somalie en 1977 pour l'Arabie Saoudite, puis a rejoint Londres en 1990. Avant d'être nommé par Sheikh Sharif à l'été 2010, il a effectué plusieurs voyages en Somalie afin d'évaluer la situation, (voir en annexe l'article du Guardian, qui résume bien à la fois les motivations de retour, et les perceptions des « returnees » par les Somaliens restés sur place.)

Et parmi les députés du parlement de transition, une très large partie est également issue de la diaspora. Parmi ces acteurs politiques, la génération est une fois de plus un élément important: certains sont de vieux loups de la politique et avaient avant la chute du régime de Syad Barré une activité politique ou un rôle économique majeur, et ne sont de ce fait pas totalement perçus

comme étant de la diaspora. Les jeunes, en revanche, ceux qui connaissent moins le pays, sa culture politique sont plus facilement apparentés à la diaspora. En dehors de cet engagement plus traditionnel, parmi les nouveaux micro-Etats spontanés apparaissant sur le territoire somalien, nombre d'entre eux sont créés ou présidés par des « returnees » des diasporas en occident.

– **Les «Cabbie statelets »¹⁹ et le développement territorial inégal: un biais créé par la diaspora?**

Galmudug, Himan et Heeb, Waax et Waadi, Hiiraan, Azania... de nouveaux noms, de nouveaux territoires dont les délimitations restent floues et imbriquées... beaucoup de ces nouveaux États ont pour président un « returnee », et beaucoup ont été créés hors du pays:

- à Nairobi pour Azania/Jubbaland, la plus récente à ce jour. Son président, Mohamed Abdi Gandhi, est un universitaire de la diaspora en France, ancien Ministre de la Défense (2009-2010). Son territoire s'étendrait tout le long de la frontière kenyane, incluant le Bas-Jubba, le Jubba Central et le Gedo.
- Himan et Heeb recouvre une partie du Galmudug et s'étend principalement sur le territoire d'un sous clan Haber Gedir, théoriquement de la frontière éthiopienne à la côte. Son président est un ancien conseiller en technologies de l'information dans le Minnesota, revenu en 2006 pour une visite familiale et qui a finalement décidé d'entreprendre quelque chose pour sa région.(voir articles en annexe).
- Hiiraan: la première conférence de réconciliation des clans de cette région a été tenue à Nairobi à l'initiative de membres de la diaspora Hawadle en Juillet 2010. (voir articles en annexe).

La localisation exacte de ces nouveaux États/Régions prête à confusion dans la carte mouvante de la Somalie centrale et du sud, et les avancées-reculées d'Al Shabaab. Il est cependant intéressant de noter que tous sont adossés soit à un pays voisin (Kenya et Éthiopie pour Azania, Éthiopie pour Hiiraan et Himan & Heeb), soit à une région plus calme (Puntland pour le Galmudug). Ce double adossement international (géographique et sociologique par leur dirigeants issus de la diaspora) participe de la mise en place d'une ceinture d'États-tampon ayant un rôle de valve le long des frontières somaliennes (contenir la progression d'al Shabaab vers l'extérieur, et faire avancer vers l'intérieur ce mouvement de micro-États).

Concernant ces nouvelles entités, un député, ancien ministre de l'équipement, issu de la diaspora

¹⁹ Référence à l'emploi le plus fréquent des Somali de la diaspora: chauffeur de taxi, pour désigner les États-confettis créés à l'initiative de Somali de l'extérieur. (voir en annexe)

somali-anglaise et interrogé à Londres encourage l'appui aux projets locaux pour la paix et les « *grass roots democracies* » en germe dans les zones qui ont réussi à créer des alliances internes afin de laisser Al Shabaab à leurs portes. Il espère qu'en ayant des appuis extérieurs, ces initiatives innovantes pourraient faire tâche d'huile et encourager d'autres régions ou localités à initier des processus locaux de paix.

Parallèlement, certaines ONG de la diaspora ont développé écoles, puits, hôpitaux, et certains territoires sont particulièrement bien dotés par ces « bouquets » d'infrastructures. On identifie des territoires clairement favorisés par la diaspora: le Gedo et la région d'Abudwak.

On y trouve les projets des organisations HIRDA, IQRA, MARKABLEY Relief and Development Trust et l'Université du Gedo. Les mêmes régions bénéficient également de projets de création et développement des aéroports (projet mené par l'ancien ministre des transports originaire du Canada, Abdi Guled Mohamed) à Garbaharrey (Gedo) et Abudwak (Galmudug). Le projet de l'aéroport de Garbaharrey date de 2005 et aurait été largement financé par la diaspora au Canada, celui d'Abudwak est encore en projet.

En bref, la question est extrêmement complexe dans la mesure où, s'il est vrai que l'approche *bottom up* a montré les meilleurs résultats pour des processus locaux dans lesquels des membres de la diaspora étaient engagés, il existe une inégale répartition géographique des ressources (sociales, économiques, éducatives) dans la diaspora comme en Somalie et donc de ces processus « *bottom up* ». L'ignorer en appuyant des initiatives de groupes de la diaspora peut amener à creuser sur le terrain ces inégalités, alimentant des cause de conflit et allant à l'encontre de l'objectif pacificateur attendu. Par ailleurs, les initiatives se multipliant, il est de moins en moins aisé de distinguer les émergences communautaires des autres.

3 – Les projets internationaux: la collaboration pour éviter l'instrumentalisation

Si la communauté internationale commence à prêter attention à une diaspora qui possède des ressources, c'est d'abord la diaspora et ses élites qui ont perçu la communauté internationale et les pays d'adoption comme des outils. Ainsi, des démarches ont été faites par des groupes ou des personnes de la diaspora pour approcher, sensibiliser ou engager les pays d'adoption.

L'invasion éthiopienne a permis de fédérer ce qui pouvait l'être dans la diaspora et a donné lieu, outre de nombreux communiqués de presse et pétitions qui ont rarement dépassé la diffusion sur

les sites d'information somali, à l'organisation de conférences et colloques auxquelles étaient conviés des représentants des Affaires Étrangères des pays d'accueil.

Diaspora et pays d'accueil ont également trouvé des intérêts communs dès lors que des jeunes de la diaspora ont commencé à être enrôlés par Al Shabaab, intérêts partagés tant au niveau local (associations somali établissant des relations avec les polices locales dans des projets de lutte contre la délinquance et d'intégration (exemples en Finlande, en Grande-Bretagne avec FYI SGD, ou encore au Canada avec des collaborations à plus haut niveau).

Il semble que les demandes formulées par la diaspora à ses pays d'accueils sont plus nombreuses que les préoccupations des pays d'accueil à l'égard de la diaspora. Les voix de la diaspora et ses lobbies ont commencé à être entendues et prises en compte à partir du moment où la menace du terrorisme international via les recrutements d'Al Shabaab commençait à poindre dans les pays d'accueil.

En dépit de ces contacts, la méfiance reste grande, à juste titre, à l'égard d'une communauté internationale qui n'est pas toujours perçue comme ayant fait des choix dans le sens de la paix en Somalie ou des intérêts somali. Les programmes faisant interagir diaspora et pays tiers dans des projets destinés à la Somalie sont bien souvent des programmes dans lesquels les organisations somali ont joué un rôle fondateur ou des programmes dans lesquels les intérêts somali convergent avec l'idée que les acteurs somali se font des intérêt de la partie tiers.

En raison de la présence de larges communautés en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ces derniers États ont des contacts privilégiés avec des élites de la diaspora. Les autorités des deux pays ont multiplié les échanges avec la diaspora depuis 2007. Les États-Unis ont également dans leurs troupes basées à Djibouti des soldats issus de la diaspora.

Le récent programme TIS (Transition Initiative Somalie) financé par l'USAID et mis en place par l' OMI suggère d'encourager le transfert de compétences de la diaspora vers la Somalie. Pour le Royaume-Unis, on l'a vu, le DFID a tenté de mettre en place le projet « Send Money Home » qui semblait plutôt un prétexte pour une première entrée dans la diaspora. En dehors de ces deux programmes, rien n'a été formalisé pour renforcer l'engagement de la diaspora Somalienne. Les pays scandinaves ont été plus actifs, et ont encouragé, en amont des financement, la communauté somali à exprimer les besoins en Somalie.

Voici quelques exemples de ces collaborations.

- DIASPEACE, programme de recherche européen sur les diasporas de la Corne de l'Afrique, financé par la communauté européenne dans le cadre du EC'7th *Framework Programme of Research on Human Rights, Conflicts and Security* (2007-2013). Ce programme de recherche, issu d'une collaboration entre plusieurs centres de recherche européens, compte quelques chercheurs somali-européens: Abdullah Awil Mohamoud fondateur d'ADPC, centre de recherche sur les conflits en Afrique basé aux Pays-Bas, Isir Schlee, Somali-germano-kenyanne, pour le Max Planck Insitut, Mahdi Abdi Abdille de l'Université de Jyväskylä en Finlande.

- Le Finnish-Somalia Network a reçu un financement du Ministère Finlandais des Affaires Etrangères de 2004 à 2009. Il s'agit d'un réseau de 29 associations, finno-somaliennes et finlandaises. Le réseau a le projet de développer une approche collective de la restauration de la paix en Somalie, mais le choix de la zone accueillant un projet pilote risque d'être longuement débattu et d'aboutir à l'éclatement des membres somali du réseau.

- UN INSTRAW/ADEP Project/ Ministère Italien des Affaires Etrangères (Gender and Peace in Somali Implementation of Resolution 1325 (2006-2008))

- Municipalité de Milan a mis en place un programme de coopération décentralisée encourageant la participation de la diaspora: en 2007-2008, 400 000 euros ont complété 10 projets de la diaspora et pour la seconde édition, la municipalité est montée à 1,5 millions d'euros de participation.

- Diaspora Partnership Program, Pays-Bas (2006-2008), support financier du Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères. (NedSom et Care Netherland). Il s'agit d'encourager les transferts de compétence des ONG Somali-néerlandaises vers les ONG Somali en Somalie. Par ailleurs, le Ministre néerlandais des Affaires Étrangères effectue chaque année une consultation des diasporas.

- les programmes QUEST Qualified Somali Technical Support, dans le cadre du programme TOKTEN du PNUD, et du Somali Institutionnal Development Project du PNUD. Il s'agit de loin le plus ambitieux programme mis en place pour mettre en valeur les compétences existant dans la diaspora somali, dans le cadre d'emplois temporaires en Somalie (de 3 à 12 mois). QUEST a connu trois phases:
 QUEST 1 (2004-2005) : 27 professionnels de la diaspora (dont la France) recrutés dans les Institutions somaliennes pour leurs compétences techniques.
 QUEST 2 (2007-2009) : 47 professionnels de la diaspora ont été recrutés prioritairement pour

des projets de gouvernance et dans les universités.

QUEST-MIDA: sur les 18 premiers postes publiés, plus de 300 candidatures ont été envoyées, et le site a reçu plus de 70 000 visites. Les postes pourvus l'ont été par des Somali citoyens des États-Unis, de Suède, de Finlande, de Suisse, du Canada et d'Angleterre.

Cependant, les emplois proposés dans ce cadre sont restés confinés à de l'appui technique aux administrations et ont manqué d'un volet productif, d'un appui au développement des richesses en Somalie par des Somali, avec les apports qualitatifs de la diaspora.

CONCLUSION

La présente étude permet d'approcher dans ses grandes lignes les caractéristiques de la diaspora somalienne. Cependant, on l'a vu, cette diaspora, pourtant intégrée à toutes les conférences de paix depuis 2000 comme un groupe d'intérêt, ou un acteur clé, n'est pas uniforme.

Lorsque l'on parle de la diaspora, on évoque tour à tour la communauté somali en exil dans son ensemble avec ses caractéristiques culturelles et sociologiques communes et ses transferts d'argent vers la Somalie et des individus issus de la diaspora, engagés en politique dans des mouvements qui ne sont pas nécessairement représentatifs du point de vue de « la diaspora », si un tel point de vue existe. Parmi ces derniers, on trouve d'anciens ministres ou hauts fonctionnaires datant de l'époque de Syad Barre qui ont profité de l'exil pour terminer des cycles universitaires. On y trouve également une génération intermédiaire, plus novice en politique mais ayant un bagage éducatif plus important et on commence à y voir des jeunes connaissant à peine leur pays d'origine.

L'engagement en Somalie des différentes composantes de la diaspora ne fait que commencer. Le facteur clanique est un élément essentiel de cet engagement qui peut avoir des conséquences très positives pour des territoires d'origine, mais dans le même temps accroître des déséquilibres territoriaux, des déséquilibres de ressources et d'accès aux ressources et par la même être facteur de conflit.

Concernant la participation au conflit, les montants estimés de transferts ayant participé directement (volontairement) au conflit puis au financement de groupes extrémistes sont infiniment plus modestes que les montants investis dans les activités commerciales ou l'éducation. De même, les très médiatiques jeunes shabaab de la diaspora, s'ils traduisent un malaise réel, sont restés des cas isolés et ont contribué à accroître les collaborations et la communication au sein de la communauté somali et avec l'extérieur. Ce dernier élément montre la fonction d'articulation de la diaspora entre la situation en Somalie et les États des pays d'adoption dans la compréhension et le traitement de tels phénomènes.

Un autre frein à l'engagement collectif de la diaspora est son éclatement, lorsqu'il s'agit de projets en Somalie, en communautés d'intérêts.

Le temps a jusqu'ici été le meilleur allié de la diaspora. Les jeunes générations apparaissent beaucoup moins fractionnées sur des lignes claniques, qu'ils comprennent moins, et pourraient s'investir dans des projets plus porteurs. Cependant, cette méconnaissance peut également jouer des tours à leur engagement une fois sur place.

En ce qui concerne les interactions possibles entre la communauté internationale et la diaspora, elles sont de plusieurs formes. Des types de collaborations multiples existent déjà, et celles qui fonctionnent le mieux (dans le sens où elles ont un impact en Somalie) sont celles qui ont été sollicitées par les organisations de la diaspora. Les initiatives prises par des États qui de surcroît ont une infime diaspora sont examinées avec méfiance, et un malentendu peut rapidement amener un projet à son échec.

La véritable plus value de la diaspora, outre le milliard de dollar envoyés chaque année, réside en sa ressource humaine: des compétences, des langues, et des mentalités variées ont été acquises qui sont la véritable richesse que la diaspora peut offrir à son pays d'origine. Beaucoup n'ont pas attendu la création du projet QUEST, qui reste trop axé sur les emplois non productifs (administratifs, travail en ONG et organisations internationale), et le transfert de compétences s'effectue déjà au sein des familles. Sur le terrain, les projets les plus réussis sont ceux qui sont portés par la diaspora et non ceux émanant du monde des organisations non-gouvernementales et internationales qui, lorsqu'elles emploient des Somali-trait-d'union, les confinent le plus souvent à des postes techniques hors de la prise de décision (observations de l'auteur au Somaliland et au Kenya, 2009-2010).

Des études plus poussées pourraient permettre de déterminer plus finement l'action différenciée des diasporas « régionales » ou claniques. En effet, si l'on note de remarquables évolutions en termes de maintien de la paix et de développement d'infrastructures essentielles (écoles, hôpitaux, accès à l'eau...) dans certaines régions grâce aux interventions de la diaspora, il n'est pas certain que toutes les parties aient le capital financier et social nécessaire au développement de leur région d'origine.

On peut espérer un effet de compétition qui entrainerait chaque région à souhaiter le même type d'implications. Cependant, étant donné le contexte du sud et du centre de la Somalie, on ne peut faire l'économie d'une interrogation sur les conséquences négatives possibles d'un accroissement des déséquilibres territoriaux que pourrait créer un appui indiscriminé à ce que l'on croit être « la diaspora ».

Ces développements locaux, souvent sur base claniques, doivent bien entendu être pris en compte, et il est vrai que « les membres » de « la diaspora » n'investiront financièrement que dans des projets touchant leur région d'origine. Mais ces développements locaux doivent être vus dans un système de solutions et non comme la solution. Un recensement exhaustif des projets de la diaspora et l'évaluation de leurs impacts seraient nécessaires à la réflexion sur son rôle en tant qu'acteur clé du conflit ou de la paix en Somalie.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdi M. Kusow; Bjork Stephanie R., dir; From Mogadiscio to Dixon, the Somali diaspora in a global context, Red Sea Press, 2007, 346p.
- Abdoulrahman A. Waberi, Passage des larmes, Editions Jean-Claude Lattès, 2009.
- Abdulkadir Osman Farah; Diaspora Involvement in the development of Somalia. Dipper Research Series, Working Paper n°13, 2009.
- Adam Houssein Merane Mahmoud; Londres au carrefour des réseaux migrants et financiers. Les hawalas comme analyseur de la diaspora somalie », in Péraldi M. (dir.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en méditerranée*, MMSH, Maisonneuve et Larose, décembre 2002, Paris.
- Afyare Abdi Elmi, Understanding the Somalia conflagration. Identity, political islam and peacebuilding. Pluto Press, London, 2010, 193p.
- Ahmed Abdi Ilmi; My journey, Our Journey, their journey: the say-walahi generation, MA Thesis, ontario institute for education, University of Toronto. 2009
- Berns Mc Gown, Rima; Muslims in the Diaspora. The Somali Communities of London and Toronto, University of Toronto Press, 1999.
- Bradbury, Mark; Becoming Somaliland, Progressio, Londres, 2008.
- Brinkerhoff, Jennifer M.; Digital Diasporas, identity and Transnational Engagement, Cambridge University Press, New York, 2009.
- Bruneau, M.; Diasporas et espaces transnationaux, anthropos, ed Economica, Paris, 2004
- Change Institute, communities and local government, The Somali Muslim Community in England. Understanding Muslim Ethnic Communities, London, avril 2009, 68p
- Griffiths, D.J. Somali and Kurdish refugees in London. New identities in the diaspora. Ashgate Publishing, Hants, 2002
- Gündel, J. The Migration-Development Nexus: Somalia Case Study. International Migrations, Vol. 40, Issue 5, p.255-281; Special Issue 2-2002.
- Hoehne M., Luling V.; Milk and Peace, drought and war. Somali culture, society and politics. Hurst & company, Londres, 2010
- Hoehne, Markus Virgil; Diasporic engagement in the educational sector in post-conflict Somaliland: A contribution to peacebuilding? DIASPEACE Working Papers No 5, 2010
- Horst, C.; Transnational Dialogues: developing ways to do research in diasporic communities, paper presented for a transnationalism seminar at the CERES summer school « pathways of development », Utrecht University, 26-28 June 2002
- Kleist, Nauja, Nomads, Sailors and refugees. A century of Somali Migrations. Sussex migration working paper n°23, University of Sussex. 2004

- Kleist, Nauja, Agents of development and change. The Somali Diaspora at work, in R. Bardouille, M. Grieco & M. Ndulo (eds.): *Africa's Finances: the Contribution of Remittances*. Newcastle Upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing.
- Kleist, Nauja; African Diaspora Organizations and Homeland Development: Somali and Ghanaian associations in Denmark, *DIIS Brief*, 1-4. 2009
- Kleist, Nauja; Mobilizing 'the Diaspora'. Somali Transnational Political Engagement. *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 34(2): 307-323. 2008
- Lewis, I.M Blood and Bone; Red Sea Press, Lawrenceville 1994
- Lindley, Anna, Migrations and financial transfer : UK- Somalia; Migration-Asylum Nexus panel at the International Association for the Study of Forced Migration 9th International Conference, São Paulo, 10 January 2005
- Mahdi Abdi Abdille; Diasporas and their Role in the Homeland Conflicts and Peacebuilding: The Case of Somali Diaspora. DIASPEACE Working paper No.7, 2010
- Maimbo, Samuel Munzele, Remittances and Economic Development in Somalia. An Overview. Social Development Papers, Conflict Prevention and reconstruction, Paper n°38, November 2006
- Menkhaus, Ken :“African Diasporas, Diasporas in Africa, and the Terrorist Threat.” In *The Radicalization of Diasporas and Terrorism*, edited by Doron Zimmerman and William Rosenau, 83-109. Zurich: ETH Center for Security Studies, 2009
- Mezzetti, P., Saggiomo, V., Pirkkalainen, P.; Engagement Dynamics between Diasporas and Settlement Country Institutions: Somalis in Italy and Finland. DIASPEACE Working paper No. 6, 2010
- Mohamed Aden Hassan & Caitlin Chalmers, UK Somali remittance survey; DFID, SendMoneyHome.org; May 2008
- Mohamed Hassan Ibrahim; Somaliland's Investment in Peace: Analysing the Diaspora's Economic Engagement in Peace Building. DIASPEACE Working Papers No 4, 2010
- Moret J., Baglioni S., Efonayi-Mäder D.; The Path of Somali refugees into exile, a comparative analysis of secondary movements and policy responses, SFM studies 446, swiss forum of migrations, 2006
- Nuruddin Farah; Hier, Demain, ed Le Serpent à Plumes, Paris, 2001
- Nuruddin Farah; Links; Gerald Duckworth & Co Ltd, London, 2005
- Nuruddin Farah; Knots; Pinguin Books, 2008
- Pérouse de Montclos, M.A.; Diaspora et Terrorisme, Presses de Science Po, Paris, 2003
- Pinault, Géraldine, Dadka Soomaalida, reer Holland: naissance d'un pôle dans la diaspora somalienne. Mémoire de DEA, Migrinter, Université de Poitiers, 2003
- Pinault, Géraldine, Mobilité des réfugiés somaliens au Yémen. Mémoire de Maitrise, Université Paris 7, 2001

Rapport du groupe de contrôle sur la Somalie établi en application de la résolution 1853 (2008) du Conseil de Sécurité, 10 mars 2010

Ruggieri, C.; State Reconstruction and economic recovery in Somalia: an alternative option between central state and clan based systems of governance, in Journal of Middle eastern politics, Year1, vol 1, july-Sept 2005, n°1

Tillaart, H. van den, Warmerdam H.; Somalische vluchtelingen in den gemeente den Haag, ITS, Nijmegen, 2003

Warnecke Andréa (ed); Diaspora and Peace, A Comparative Assessment of Somali and Ethiopian Communities in Europe. DIASPEACE Working Papers No 2, 2009,

Mogadishu mayor: an impossible job?



Urban warzone ... Displaced Somalis carry their belongings past abandoned houses in Mogadishu; below, Mohamed Ahmed Noor. José Cendón/AFP/Getty

Sudarsan Raghavan meets the man who left London to run the capital of a failed state

On the night before Mohamed Ahmed Noor left his London home, he gathered his family. He was leaving a comfortable life, six children, seven grandchildren and a wife. He was leaving it all to run one of the most dangerous capitals on Earth. That night, more than four months ago, Noor told his family that he might never return: "I may be killed any time. You have to accept this."

Noor is the mayor of Mogadishu. To some, he is an idealist, struggling to repair Somalia's shattered capital - armed only with ambition and memories of the beautiful place it once was. To others, he's an inspiration - a promise of what this failed state could become if only there were more men like him.

On a recent morning, Noor entered a ramshackle primary school. A dozen bodyguards surrounded him. Like most days, he was on a mission. He swiftly looked at a blueprint for a building to be paid for with UN funds. Then the lean, outspoken 55-year-old stood before a large crowd of children. His voice rose. "If anyone tells you to kill, don't accept that. We are all Muslims," he said. "You will inherit the country. A good future awaits you." There were no cheers, only blank stares, shy smiles and a sense that words matter little in war-riven Mogadishu.

Noor grew up in a capital that was once among Africa's most peaceful. He played basketball in school and college. His fondest moment was of playing in an exhibition game in 1972 with Kareem Abdul-Jabbar. Noor dreamed of moving to the US. But instead, he left for Saudi Arabia in 1977 after he grew concerned about the socialist policies of dictator Mohamed Siad Barre. By the early 1990s, he and his family sought asylum in the UK and settled in London.

Like many Somali exiles, he remained attached

to his motherland. He headed a European Union-funded non-profit group that provided business advice to Somali immigrants. When Ethiopian troops entered Somalia in 2006 to suppress an Islamist uprising, Noor founded a group that opposed the invasion. That brought him into contact with political players in Somalia; he made several exploratory trips to Mogadishu to see whether he could play a role in the new US-backed transitional government. He felt a responsibility to give back to his homeland. "I wanted to bring change," he said.

This summer, Somalia's president, Sheikh Sharif Ahmed, tapped Noor to become mayor. At first he was a reluctant, but then accepted the job only after he was guaranteed he would be given 15% of all duties taken at Mogadishu's port to run the capital.

So far, he has only received \$50,000 for a capital where garbage has not been collected in 20 years, and where electricity is nonexistent unless you have a generator or buy it from someone who does. "The government has not kept its promise," he said. But that hasn't stopped him. He persuaded a generator operator to light up a few streets at night; hired 10 trucks to pick up garbage; and replaced officials who had been chosen

because of clan ties and installed people with experience.

In some neighbourhoods, he created community-policing units to prevent spies from al-Shabab, the al-Qaida-linked militia seeking to take control over the country, from infiltrating government areas.

His supporters applaud him.

"He's energetic. He's everywhere. He works hard," said Abdirahman Omar Osman, the information minister. "He's good for the capital." But others say Noor needs a dose of reality. Focusing on trash collection or lighting in one of the world's most volatile war zones should not be a priority, said Dahir Mohamud Gelle, the former information minister, adding that ideas hatched in London hadn't worked well here. "People were expecting security to improve when Noor came, but it hasn't," Gelle said.

Noor concedes that there are limitations. But he insisted that the longer the capital - once home to 2.5 million people - goes without basic services, the weaker the government becomes and the stronger al-Shabab gets. "They are defeating us psychologically," Noor said.

After leaving the school, Noor's convoy sped to the Medina neighbourhood, one of the few the government controls, to attend a rally in support of the new prime minister, Mohamed Abdullahi Mohamed, a Somali-American from New York. Noor's guards were on alert: al-Shabab suicide bombers had attacked gatherings like this in recent months.

The mayor railed against al-Shabab as destroyers of Islam. He urged Somalis to give back to their country, to rely on themselves to rebuild it. Then he sent a message to the new prime minister. "You must provide services, what the people expect the government to do," he said. "We need a clear plan, Mr Prime Minister." The crowd cheered.

His critics resent his growing stature. "He has the ambition to make things better, but you cannot realise your dreams on your own," said Abdul Kadir Nur Aale, an MP and former agriculture minister.

That evening, at the hotel that is Noor's temporary home, the conversation turned towards death. Stray bullets fly through the yard nearly every day. In August, two al-Shabab militants attacked a nearby hotel, killing 19 people, including several MPs. "They hate the person who is doing something, who is changing something, who is attacking them publicly," he said. "I will die one day. I am psychologically prepared." **Washington Post**



The Mushrooming of Cabbie Statelets

articles compilés et introduits par Biyokulule

December 02, 2010

Introduction

Many Somali cabdrivers in the West, who are tired of the 12-hrs shift work with less benefits, have lately made career by flattering their pride from the dream of creating their own mini statelets, throwing the already beleaguered nation into chaos.

These cabdrivers' dreams have found a "safe haven" in the hearts of their kinfolk. All of a sudden, many cabbies from the Diaspora found their political sense of spectacle. They crafted their fiefdoms and found a crowd of young people to rally their cause.

The dreaming cabbie, of course, is taking advantage of the Western-backed Transitional Federal Government in Mogadishu that is continuously proving incapable of broadening its base to include all clans whose support was needed to pacify the country.

While Mogadishu's dark hours is undermining the nation-state, the rest of Somalia is also plunging into cabbies' wretched experiments. Cabbie-turned-politicians want their statelets now and "freedom from the Mogadishu tutelages" remains their great slogan. What all these cabbies have in common is that they are all inspired by the procrastinations of Sheikh Sharif's Transitional Federal Government. Yet, they are reminiscent of very bad souvenirs: clan-wars, famine, disintegration, mercenaries etc.

Taxi! Range gets a fair go in Puntland

MARK HAWTHORNE

The Age

December 15, 2009

YOU have to admire some of those punters in Range Resources who just happened to get lucky again, this time thanks to a Melbourne cabbie.

Range is the mineral explorer that struck a deal with the pirate state of Puntland in Somalia, and has been spruiking for a couple of years that it will deliver oil.

Just how the company plans to sail its promised oil through seas patrolled by heavily armed pirates remains something of a mystery.

There have been more downs than ups for shareholders, but times have been especially tough of late following a change of leadership in Puntland.

In January, former La Trobe University PhD candidate and part-time Silver Top Taxis driver Abdirahman Mohamed Farole, 63, became president of Puntland.

Farole, who has spent much of the past 10 years living in Melbourne's northern suburbs, has been critical of Range's dealings in his homeland, and the company's share price slipped on news of his election win this year. Until early last week, that is.

About a million shares a day have been traded in Range over the past month, at about 3.5¢ a share.

But the excitement began on Tuesday when about 11 million shares changed hands on one of

the company's biggest days of trading this year.

On Wednesday, trading volumes touched 5 million, with Range creeping up to 3.7¢ a share, before it was put in a trading halt on Thursday morning.

The news? A peace deal has been struck with the former Melbourne taxi driver.

The ASX was informed yesterday that Range, its joint-venture partner in Somalia, Africa Oil, and the Puntland state of Somalia have agreed to amend the terms of the existing production sharing agreements that were made for the Dharoor and Nugaal Valley exploration areas.

In a nutshell, the exploration licences on those blocks were due to expire next month, but have been extended to January 2011. Africa Oil, which owns 65 per cent of the JV, will also be allowed to drill two exploratory wells. In return, Range and Africa Oil will return 25 per cent of the area they have rights to.

Range soared 24 per cent on the news, opening at 4.6¢ a share, and an astonishing 49 million shares changed hands — the biggest single day of trading in Range since April 2007. It pays to listen to your cabbie.

Property comeback

CITY property has been a tough investment this year due to the global financial crisis. Several listed property funds have teetered on the brink as inner-city property prices slid.

Multiplex Prime, for one, had millions of dollars wiped from its portfolio, breached its loan-to-value ratios with its financiers, and then had Nicholas Bolton and Daniel Grollo making separate plays for control.

The worst, it seems, is over, and hard-hit super funds are leading the charge back into the market. Melbourne-based Cbus Property has just entered into an agreement with St Hilliers Property to develop a \$150 million residential project in Darlinghurst, in inner Sydney. That news follows Crown's sale of two parcels of land in Southbank for a total of \$13.5 million last week.

Cbus Property is a wholly owned subsidiary of Cbus, the super fund for the construction and building industry, so in a nice twist, building industry workers are funding building activity.

Cbus, which has \$13 billion in funds under management, 550,000 members and more than 60,000 participating employers, has been investing in listed funds and direct deals of late.

Against that backdrop is some consolidation. Last month, Mirvac paid \$362.3 million to buy back the remaining shares in Mirvac Real Estate Investment Trust.

Challenger Financial last week put forward a \$152.63 million deal for one of its related funds, Challenger Kenedix Japan Trust, which owns shopping centres in Japan.

M&A at Mallesons

IN YET another sign of a promising 2010, top-tier legal firm Mallesons Stephen Jaques has announced that one of the country's leading mergers and acquisitions lawyers, senior partner Tim Bednall, will take over as chairman.

Bednall, 49, has advised on several M&A deals in recent years, and his clients have included Westpac, BG Group, Xstrata, Stockland and the Australian Securities Exchange. He is also a specialist in competition law and has advised government and foreign clients in competition law and policy.

Sydney-based Bednall will replace Frank Zipfinger.

The outgoing chairman highlighted Bednall's contacts in the corporate world as one of his strengths.

The return of M&A deals next year seems to be a common theme over lunch up and down Collins Street and Bednall concurs.

"I think we will continue to see difficult market conditions, but I think things will look up during the year," he said.

© 2009 Copyright John Fairfax Holdings Limited. www.theage.com.au

Back From the Suburbs to Run a Patch of Somalia

By **JEFFREY GETTLEMAN**

The New York Times

October 03, 2009

ADADO, Somalia -- ABOVE the shimmering horizon, in the middle of a deserted highway, stands an oversize figure wearing a golf cap, huge sunglasses, baggy jeans, and an iPhone on his hip, not your typical outfit in war-torn Somalia. But then again, Mohamed Aden, the man waiting in the road, is not your typical Somali. The instant his guests arrive, he spreads his arms wide, ready for a bear hug.

"Welcome to Adado," he says, beaming. "Now, let's bounce."

Mr. Aden, 37, is part militia commander, part schoolteacher, part lawmaker, part engineer, part environmentalist, part king -- a mind-boggling combination of roles for anyone to play, let alone for a guy who dresses (and talks) like a rapper and recently moved from Minnesota to Somalia in an effort to build a local government.

Think of him as the accidental warlord. And a shard of hope. In less than a year, Mr. Aden, who was born in Somalia and emigrated to the United States at age 22, has essentially built a state within a state.

With money channeled from fellow clansmen living in the United States and Europe, he has transformed Adado and its surroundings in central Somalia, which used to be haunted by bandits and warring Islamic factions, into an enclave of peace, with a functioning police force, scores of new businesses, new schools and new rules.

Somalia is one of the most violent countries on the planet, and at times Mr. Aden has had to speak with the business end of a machine gun. His patch -- which encompasses around 5,000 square miles and a few hundred thousand people, most of them desperately poor nomads and members of his own Saleban clan -- is now one of the safest parts of this broken nation.

Even outsiders are noticing.

“When I landed here, I was taken aback, in a good way,” said Denise Brown, a United Nations World Food Program official who visited Adado in March. “I didn’t see what I usually see in Somalia: destitution, chaos, needy people.”

Mr. Aden does not get much help from the United Nations or the internationally supported transitional government of Somalia, which is led by moderate Islamists and preoccupied with beating back an intense insurgency in the capital, Mogadishu.

Most of what Mr. Aden has accomplished he has accomplished on his own, in distinctly Somali fashion. His police officers carry rocket-propelled grenades. Parked in front of the police station are two enormous tanks.

“My Cadillacs,” Mr. Aden calls them.

But however playful or flamboyant he may come across, Mr. Aden seems to have hit upon a deeper truth. People want government, he says, even in Somalia. “They’re begging for it,” he said.

His experiment of building a small local government from the bottom up, relying on that one feature of Somali society that has bedeviled just about all national governance efforts to date -- the clan -- may have wider implications for the rest of the country, which seems to export trouble continuously, most recently in the form of pirates. Many pirates are actually from Mr. Aden’s area, and one pirate whose nom de guerre is Son of a Liar is building a huge house in Adado -- right behind the police station.

“I’d take these guys on, but I can’t right now because I don’t have the resources,” Mr. Aden said. “Besides, you can’t just wipe out a whole line of work for thousands of young men. If you take something away, you must replace it with something else. Otherwise, more problems.”

WHAT drove him to give up a comfy life with his wife, Shamsa, and their five boys in Burnsville, Minn., a Minneapolis suburb? How was he able to make the transition from running a small health care business to being “president,” which is what his constituents in Adado call him?

“When I first arrived, I was afraid,” he recalled. “I didn’t know how the people would react to me, if they would trust me. That first year I was focusing on muscle. Without muscle, you can’t do anything.”

Of course, there’s much about America he misses.

“SportsCenter, Subway, AC, even winter,” he says.

But in a way he didn’t have a choice. He came to Adado last year for what he thought would be a few weeks, to help out with a killer drought. He organized water trucking and emergency food deliveries and channeled tens of thousands of dollars from middle class Somalis in the United States to nomads dying of hunger and thirst.

Afterward, Adado’s elders, impressed by how fast he could work, turned to Mr. Aden and asked: want to be our leader?

“We needed a man of peace and he is from a peaceful place, Minnesota,” said one elder, Mohamed Ali Farah.

It did not hurt that Mr. Aden had a pipeline to overseas cash and a college degree from Minnesota State in management information systems. With the elders firmly behind him, he was able to form a well-armed police force of several hundred fellow clansmen who are fiercely protective of him -- essentially his own private army, which has made it difficult for the extremist Islamists wreaking havoc in other parts of Somalia to establish a beachhead here.

People who have challenged his authority have paid the price. Last summer, his police officers shot to death four men who violently refused to vacate a piece of property that Mr. Aden's administration ruled belonged to someone else.

“I knew there were outliers, people with their own rules,” he said. “I knew I had to challenge them, sooner or later.”

Nowadays, from Adado's dusty town square, he hands down new laws, like a recent one saying that anyone who cuts down a live tree has to pay a fine of 100 camels.

The orderly refuge he has carved out has become a magnet for displaced families fleeing the relentless bloodletting in Mogadishu, and at noon each day, the metal roofs of thousands of new homes sparkle like mirrors scattered across the desert.

Mr. Aden grew up in Mogadishu, the son of a military mechanic, the firstborn of 10. He fled Somalia with an uncle in 1992, a year after the central government collapsed and his friends split into rival militias. “I didn't see myself in this war,” he said.

But the war saw him. He was shot in the ankle by a stray bullet. Soon he packed up for Kenya and then on to Miami, where he lived in a homeless shelter. He eventually took a Greyhound bus to Minneapolis, the promised land for Somali immigrants and home to the largest Somali community in the United States. There he put himself through college parking cars and working in a factory, always keeping abreast of politics back home, hoping to jump in one day. Yet when finally presented with the opportunity, he turned down the Adado elders twice before relenting.

“It was hard for my wife and kids,” he said. “But I'm doing something big here, and they know that.”

HE spends his days in a large house in the center of town, where he has rigged up a small command center with a laptop, his iPhone and an Internet connection. As chairman of **Himan and Heeb** Administration, the province where Adado is located, he often meets with elders on his living room carpet, and he has had to straddle a delicate religious line, respecting the conservative Muslim culture here without coming across as phony. This spring, central Somalia was hit again by a devastating drought, and the elders asked him to lead a rain prayer. “I ain't no imam,” he grumbled at first, though he eventually agreed to do it.

Mr. Aden seems to be a naturally upbeat person, but the one thing that drags him down is the drought. During a drive across the skinned landscape of his area a few months ago, he came upon a young man lying under a lean-to of sticks and blankets. The man was in bad shape, very thin, sweaty and empty-eyed. People said he had typhoid. And tuberculosis. And malaria.

Mr. Aden looked down at him and said he would pray. “There's really nothing else I can do,” he said. “There's no 911 out here.”

Somalia's buffer statelets want more bucks for their bang

Jean-Marc Mojon
September 01, 2010

As Mogadishu sinks ever deeper into chaos, the regions of central Somalia are pleading for international support to fend off Islamic extremists and save their youth from falling into piracy.

Inspired by the success of the northern state of Somaliland that broke away in 1991, the dominant clans in central Somalia have come together under two self-styled administrations seeking their share of foreign support.

In 2008, the Sufi movement Ahlu Sunna wal Jamaa took up arms to stem the territorial advance of the Al Qaeda-inspired Shebab but local leaders now feel their largely successful effort has been poorly rewarded.

Mohamed Aden "Tiiceey" returned from his adoptive Minnesota in 2008 with funding from fellow clansmen in the diaspora to start the **Himan and Heeb** administration, which is headquartered in the town of Adado.

"We have stopped the Shebab. **Himan and Heeb** is doing its best to provide security yet we see nothing coming from the international community," he told AFP during his latest lobbying visit to Nairobi.

"If you empower the people, they are going to help you but if they don't have reason to hope... I already don't have the energy I had two years ago and the world simply isn't matching the effort I put into this region."

North of **Himan and Heeb** lies Galmudug state, another self-proclaimed administration, where officials and residents also feel they have been abandoned by the international community.

"UN agencies are totally absent here, they are not fulfilling their duties," said Habibo Kofro, the leader of Galmudug's women's group, at a recent meeting of elders in the regional capital Galkayo.

Galmudug's minister for fisheries, ports and natural resources, Mohamed Ali Warsame, argues that waiting for stability to bring development ignores the fact that development is key to bringing about security.

And piracy, which has flourished along the coast of central Somalia, is a case in point, he said.

Combined anti-piracy naval operations in the Gulf of Aden and Indian Ocean are believed to cost at least 40 million dollars a day, yet the number of hijacked ships remains at one of its highest ever levels.

"Sometimes I ask myself, does the international community honestly want to solve the problem? If it does, why misplace these huge resources?," he said.

According to Warsame, piracy could be eradicated if one percent of the West's anti-piracy

naval expenditures was used on adequate onshore development.

In a recent article in World Affairs, US-based piracy expert Martin Murphy argued that the United States and its allies need to “place greater emphasis on regional, sub-state approaches.”

The international community’s approach to Somalia’s woes recently has been to bet everything on a central government in Mogadishu that has so far achieved nothing, has allowed the Shebab to expand and that lacks legitimacy.

“The state department is... not looking at this problem with imagination,” he told AFP.

Murphy said Somaliland, whose elections this year were widely acclaimed as free and transparent, and the neighbouring semi-autonomous state of Puntland should get more direct support.

“We have to somehow build on whatever stability there is,” he said.

One Nairobi-based foreign expert stressed it was a mistake to consider the regional bottom-up and the centralised top-down approaches as mutually exclusive, rather than complementary.

Central Somalia’s self-styled administrations deserve support, he said.

But he also warned that any talk of a “building blocks” approach to Somalia was pointless if the international community did not show more commitment and continued in its current vein of barge-pole diplomacy.

“Unfortunately we have a completely broken delivery machine... There is no engagement and until that changes, any new policy will produce more of the same.”

© Copyright Agence France-Presse, 2010 All reproduction and presentation rights reserved.

First formal conference to establish Hiiraan State Administration was held in Nairobi Kenya

Hiiraan Online

July 19, 2010

Sunday, July 19, 2010 (HOL): A preliminary conference organized and sponsored by Hawadle Clan of Hiiraan to formally pave the way for reconciliation and to establish a local administration in Hiiraan region of Somalia was held in the conference hall of Andolus hotel in Eastleigh, Nairobi, On July 13, 2010.

The organizing Hawadle clan extended an invitation to all other native clans of the region for this historic conference, and representative of ten clans attended the conference with the exception of Gaaljecel and Badicade clans, it is yet not known why these two clans were absent from the conference, though they were extended similar invitation to attend the conference.

Speakers from the different clans made moving speeches, and all strongly expressed their intent and commitment to make reconciliation and peace among all the clans in the region and establish a local administration that reflects the compositions of the different clans in the region- one that advocates a proportional representation based on inclusively fair and justice;

an administration that places the needs of the society in the region of Hiiraan first and effectively addresses post-conflict reconstruction and promotes development, peace and dialogue in the region.

All the speakers emphasized the importance of unity and inclusiveness among all the clans of the region, all speakers acknowledged “**unity in diversity**” as the way forward in realizing strong, prosperous Hiiraan state administration, and a solution to the current quandary in Somalia.

The chair of the Hawadle Diaspora Mr. Mohamud Abdi Gaab clearly denied rumors that he is the current president of Hiiraan state, and depicted such idea as farfetched rumors intended to weaken and create confusion between clans of the region in their pursuit to establish a local administration for all Hiiraanians. “As the chair of Hawadle Diaspora, for the last three months I was merely involved in organizing and reconciling the Hawadle sub-clans before embarking on reaching out to other clans in the region, and that hard work paved the way to hold this historic gathering today in Nairobi, Kenya” Mohamud said.

Other notable dignitaries who spoke at the conference included the chair of Hawadle Diaspora of Kenya Dr. Adde Duqow, Suldaan C/llahi Sheikh, Suldaan of Udejeen clan, Ugaas Idow Isaaq, Ugaas of Jidle clan, Wabar Ibrahim Cusmaan Cali, Wabar of Jajeel clan, Sheikh Xasan Sheikh Cabdirashiid of Faqa Muxumed subclan Cabdullahi Cabdi Nuur of Faqi Cumar subclan, Col. Ibraahim Sheekh Xasan of Reer Awxasan subclan, Faarax Maxamed Cabdi of Makanne clan, Xuseen Maxamuud Xuseen of Sheekhaal clan.

Other speakers included Abdi husein Gedi and a Member of Somalia’s transitional Parliament Honorable Ahmed Omar Gagale.

In the end thirteen member committees were nominated to begin the groundwork for a more inclusive Hiiran State administration and to reach out other clans that were absent from this conference.

Names of the thirteen member committee are:

- 1- Sheekh Ibraahim Cusmaan Cali
- 2- Cabdirisaaq Maxmed Yusuf
- 3- Sheekh Xasan Sh. C/rashiid
- 4- Bishaar Idow Isaaq
- 5- Yaxye Cumar Maxmed
- 6- Cali Xaashi Cabdi
- 7- Prof. Ibrahim Sh. Xasan
- 8- Muxumed Bukhaar Maxamed
- 9- Buule Cabdi Cumar
- 10-Sheekh Muumin Faarax
- 11-Sheekh Abuukar Jumcaale
- 12-Cabdirisaaq Xaaji Muxumed
- 13-Faarax Maxamed Cabdi

Kenyan MP says creating new states in Somalia will end war

**BC Monitoring Africa
August 24, 2010**

Text of report by Abdulkarim Jimale entitled “Somali breakup may end war, says Maalim” published by privately-owned Kenyan daily newspaper The Star on 23 August

Creation of new states in Somalia may end wars in the country Kenya’s Deputy Speaker Farah

Maalim has said.

He was speaking during the inauguration of the new president of Hiiraanland state, a breakaway republic of Somalia. It is the fourth state to secede from the larger Somalia after Somaliland, Galmudug and Puntland decided to seek independence.

Maalim said formation of new states in Somalia is a good thing as Somalis have learned the need for good governance from two decades of chaos and bloodshed.

“What you have just done is something you ought to have done previously. Somalia needs to build its blocks from the roots, not everything to be done in the capital only, it is not good,” the deputy Speaker said.

Maalim told the Somalis that if the power is taken from the capital and divided into the other regions through the devolution system, war will come to an end.

“Somalis, we have made a new constitution and the important point is devolution which will unite all Kenyans,” he said.

He advised them to elect the person they think has leadership characters and forget clans and political backgrounds.

“Even if the person is from the minority clans, you must look at the positive side and elect him if he can develop the country and restore peace and stability,” he said. “You must stop talking about oil and other big projects and focus on how to solve the problems in your country.”

Hiiraan State of Somalia was launched in Kenya last month and on Friday, Mohamed Abdi Gab was inaugurated elected as first president of the state.

The state has only one province, which is controlled by the Al-Shabab.

The transitional federal charter of the Somali Republic allows formation of such states.

It says in Article 11: “The Transitional Federal Government of the Somali Republic shall have a decentralised system of administration based on federalism. Two. The Somali Republic shall comprise of:- (a) The Transitional Federal Government. (b) State Governments (two or more regions federate, based on their free will) and (c) Regional Administrations”

Somaliland, Puntland and Galmudug state have already been recognized as independent states but Hiiraan is yet to be recognized by the Somali Transitional Government.

Puntland declared regional autonomy under Federal Somalia in 1998 and has been relatively stable since. The region has a functioning government, with a civil service and elections, and its own security forces.

Somaliland is a breakaway republic in northern Somalia and declared independence from Somalia in 1991.

Source: The Star, Nairobi, in English 23 Aug 10

